

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## Aux Révolutionnaires

*La Conférence de Gênes a été une grande affirmation de la politique résolument ouvrière et pacifiste des Républiques des Soviets. La Russie est devenue le centre de ralliement de tous les pays qui veulent entrer dans cette voie*

*Gênes 20 Mai C Rakowsky  
1922.*

Christian Giorgievitch Rakowsky, Président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine, délégué de la République Fédérative des Soviets à Gênes, a participé, directement et quotidiennement, aux travaux de la Conférence, c'est-à-dire qu'il a défendu, contre les trente-quatre Puissances représentées, les droits de la Russie révolutionnaire et communiste, en communiste, sans accepter jamais de déroger à son rôle. Les Alliés prétendaient imposer leurs conditions. En définitive, c'est Rakowsky, et ses camarades de la délégation, qui dictaient les leurs.

Le libérateur de l'Ukraine peut, à juste titre, estimer avec orgueil l'œuvre de la Conférence. Malgré le sabotage des Etats capitalistes, elle a eu, pour le prolétariat, de fiers résultats. Par ces quelques mots — qu'il a confiés pour nous à l'envoyé spécial de l'*Humanité* — Rakowsky a tenu de les marquer.

# Petite Bourgeoisie Prolétariat et Communisme

J'AI tâché de montrer, il y a trois semaines (et je m'excuse auprès des camarades qui me lisent de m'être trouvé dans l'impossibilité matérielle de terminer mon exposé plus tôt), que la petite bourgeoisie française, qu'une frayeur panique de la révolution prolétarienne et du bolchevisme avait jetée, au lendemain de l'armistice, dans les bras de la grande bourgeoisie réactionnaire, était en train de se ressaisir et que la peur de la réaction, se combinant dans son âme vacillante avec les inquiétudes que lui inspire sa lente dégradation économique et sociale, pouvait nous expliquer, dans une large mesure, cette « poussée à gauche » dont ont témoigné sans conteste les élections de mai.

C'est un fait historique d'importance que cette rupture du *front bourgeois unique*, et qui pose devant nous, communistes de France, la question du profit que nous en pouvons retirer. Non qu'il faille conclure, avec une précipitation excessive, que l'hypothèse de la reconstitution du front bourgeois unique et d'un recommencement du coup du 16 novembre doive être exclue à tout jamais de nos esprits. La petite bourgeoisie est de toutes les classes qui luttent pour la richesse et le pouvoir celle dont les normes politiques sont les plus incertaines, les plus changeantes, les plus foncièrement opportunistes. Son mot d'ordre favori : *Ni réaction ni révolution est*, à mon sens, le comble de l'imbécillité dans l'utopie. Il n'a, à aucun moment, empêché les petits bourgeois radicaux tantôt de s'associer aux pires menées de la réaction cléricale, tantôt de convoiter l'alliance des éléments de gauche les plus avancés ; ils restent à cette heure irrémédiablement ballotés entre le Bloc National allant jusqu'à Léon Daudet et le Bloc des Gauches allant au besoin jusqu'à Léon Blum ; la politique de la petite bourgeoisie française est faite d'éternels et contradictoires Canossas.

Gardons-nous donc d'exclure l'hypothèse d'un retour de cette classe débile et lâche au vomissement du 16 novembre, et contentons-nous de tirer quelques conclusions du fait que les petits bourgeois, dupés et dégrisés, ne croyant plus à l'idéologie de la victoire, affichent une tendance à se détacher du Bloc National, — décidément trop asservi aux intérêts du Capital ; du fait que les chefs radicaux, après des années de silence humilié et morne, cherchent à grouper autour d'eux, en un

ciales », tous les éléments laïques et républicains, tous les éléments laïques et républicains.

..

La première conclusion qui vienne à l'esprit, c'est que la bourgeoisie capitaliste — celle qui, de toutes les bourgeoisies nous intéresse naturellement le plus — n'a rien à gagner, tant s'en faut, à la désagrégation du front bourgeois unique. Vérité d'évidence sur laquelle il est inutile d'insister.

La seconde conclusion, c'est que la bourgeoisie du fait de la dislocation du front du 16 novembre, ne peut plus être exactement considérée comme « une seule masse réactionnaire », — et sur ce point, comme sur tous les autres, Marx, à nouveau, l'emporte sur Lassalle !

Troisième conclusion : Le prolétariat qui, dans les sociétés modernes modelées par l'industrie capitaliste, est indéniablement « la seule classe révolutionnaire » (c'est là l'idée marxiste fondamentale, mais tellement méconnue, tellement défigurée qu'il faut la répéter inlassablement quitte à paraître radoter), le prolétariat, dis-je, doit s'efforcer d'utiliser à son profit les conflits politiques et fiscaux secondaires qui opposent les uns aux autres grands et petits bourgeois.

La politique à l'égard de la grande bourgeoisie, monopolisatrice des moyens de production, de communication et d'échange, est connue : c'est une politique de guerre, sans trêve ni merci. Mais à l'égard de la petite bourgeoisie, économiquement dégradé et politiquement hésitante, quelle est la politique du prolétariat ? Doit-elle être nécessairement, elle aussi, une politique de guerre à outrance et, si j'osais le dire, d'extremation totale ?

En ce qui me concerne, je ne le pense pas.

Elle doit être une politique moins brutalement négative que la guerre, une politique qui comporte plus de diplomatie que de violence, plus de cheminement que d'assauts. En un mot, une politique d'attraction.

De quoi s'agit-il après tout ?

Il s'agit, tout d'abord, d'attirer à nous, dans la sphère d'influence du prolétariat tous les petits bourgeois dès à présent susceptibles d'abandonner les points de vue étriqués de leur classe pour adopter les larges points de vue du prolétariat révolutionnaire. Affaire de propagande bien dirigée et de recrutement communiste : il conviendra, pour la mener

(1) Voir le *Bulletin Communiste* du 25 mai.

à bien, d'utiliser au maximum les enseignements qui résultent pour la petite bourgeoisie de la concentration capitaliste accélérée et de sa paupérisation grandissante ; il faudra notamment travailler à fond les petits fonctionnaires si nombreux en France et aujourd'hui si menacés.

Ceci fait, le but sera-t-il atteint ? Pas encore.

Nous ne pouvons songer à amener à nous que l'élite petite-bourgeoise. La masse, il ne peut être question, que de l'empêcher de nous nuire, de la *neutraliser*. Les moyens ? Au parti de les rechercher. Qu'il me suffise de dire, d'une manière générale, que plus le prolétariat apparaîtra ferme et fort, discipliné et massif dans sa lutte contre la société capitaliste, plus il aura de chance de voir s'intéresser à sa bataille de classe la petite bourgeoisie prise dans son ensemble.

Comprenons-nous bien. On ne propose pas ici aux prolétaires de s'entendre à tout prix avec la petite bourgeoisie et de préparer, en faisant, la voie au bloc des gauches. On ne propose pas ici de ressusciter l'aventure combiste. Ce qui a caractérisé le combisme, c'est que la petite bourgeoisie radicale y jouait les premiers rôles, le prolétariat s'y trouvant réduit aux seconds. Pareille distribution des rôles serait aujourd'hui inacceptable : c'est aux petits bourgeois à appuyer, s'ils l'osent la lutte du prolétariat et non aux prolétaires à se faire les agents des ambitions et des rancunes de la petite bourgeoisie.

Combisme et bloc des gauches furent pour l'ancien socialisme de pernicieuses erreurs, qui eussent abouti, sans le redressement d'Amsterdam, à la capitulation complète du socialisme. Gardons-nous de recommencer l'expérience : pas de bloc, pas de tractations, pas de confusion !... Surtout, ne pas chercher à fabriquer, à l'intention des petits bourgeois et des paysans propriétaires (qui sont socialement eux aussi des petits bourgeois, n'en déplaise à l'ami Renaud Jean !) je ne sais quelles falsifications démocratiques, je ne sais quelles contrefaçons réformistes de l'idée communiste... Ne pas abdiquer quoi que ce soit de notre esprit de classe, de notre tradition, de nos buts, de tout ce qui est à nous et n'est qu'à nous... Le communisme restera prolétarien, il restera révolutionnaire, où il ne sera qu'un simulacre ridicule. Prolétariat, Communisme, Révolution : notions historiquement et logiquement inséparables. Pas de communisme sans prolétariat, pas de révolution sans préparation communiste. Les trois termes s'enchaînent avec une rigueur toute dialectique : en répudier un seul, c'est répudier le tout.

Il s'agit de conquérir, ou mieux de neutraliser — et cela, dans l'intérêt de la révolution prolétarienne et communiste, des classes qui ne seront jamais elles-mêmes ni révolutionnaires ni communistes, à moins que de tom-

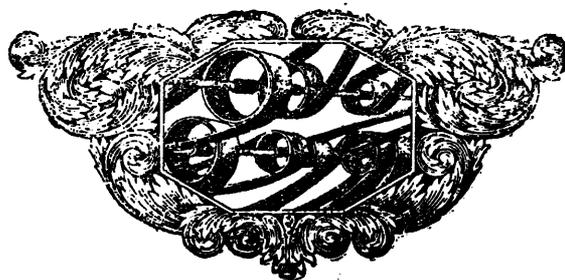
ber à leur tour dans le prolétariat. Telle est, définie, circonscrite, l'action à mener auprès des masses petites-bourgeoises et paysannes de ce pays.

C'est une action à très long terme. Elle ne comporte qu'un péril, mais il y faut penser : c'est qu'à trop vouloir se concilier les couches inférieures de la bourgeoisie, le parti communiste n'en vienne à se laisser pénétrer par des infiltrations petites-bourgeoises et paysannes.

Or, toute atténuation de doctrine, toute déformation de programme irait à contre-but. Loin d'attirer les petits bourgeois dans la sphère d'attraction du communisme, elle risquerait d'embourgeoiser le communisme. Toute action a ses difficultés spécifiques : on nous l'a fait assez voir à l'occasion du front unique ! A ce moment, nous répondions qu'avec un parti véritablement communiste, solidement agrippé à ses positions doctrinales, les « dangers » du front unique se réduiraient à rien. En ce qui concerne nos rapports avec les petits bourgeois, pas d'autre réponse à faire aux objections possibles : ici encore, intransigeance, vigueur et fermeté ! Les couches subalternes de la bourgeoisie ont à choisir entre la réaction capitaliste ou la révolution prolétarienne : la réaction capitaliste, avec toutes ses conséquences d'asservissement définitif et de totale dégradation des masses, ou la révolution prolétarienne, avec tout ce qu'elle comporte de restrictions inévitables aux sacrosaints principes de 89, *mais aussi* de garanties certaines pour la petite propriété personnelle, « fruit légitime du travail ».

Ni dans l'intérêt de la petite bourgeoisie ni dans celui du prolétariat, nous n'avons rien à dissimuler de ce que nous sommes et de ce que nous voulons. Ne redoutons pas trop de sembler redoutables. Que le prolétariat soit conscient de sa force, sûr de sa doctrine, confiant dans sa mission historique : c'est pour lui le plus sûr moyen de contraindre au respect une petite bourgeoisie aussi dénuée de volonté que de doctrine et de l'amener à envisager sans terreur l'éventualité de la révolution prolétarienne et communiste.

Amédée DUNOIS.



# Les Anarchistes et la Révolution Russe

Avant la Révolution de novembre, les anarchistes apportèrent dans la préparation de la lutte décisive contre la bourgeoisie une aide efficace aux bolcheviks contre les mencheviks et les socialistes révolutionnaires.

Après la Révolution de novembre, ils prirent une attitude d'opposition de plus en plus active et de plus en plus résolue contre la dictature du prolétariat et contre la discipline révolutionnaire. Ils se livrèrent à un travail de décomposition souterraine des organes du pouvoir ouvrier. Ce travail fut profitable à la contre-révolution. Quelques mois après la Révolution de novembre, les anarchistes passent presque tous dans le camp des adversaires les plus résolus de la Révolution prolétarienne.

## Premiers désordres

Les réactionnaires de Pétrograd mirent bientôt leurs espoirs d'abattre la Révolution sur les anarchistes dont la propagande dissolvante et l'action désorganisatrice ne pouvaient que contribuer à la chute des Soviets et au rétablissement du pouvoir de la bourgeoisie et des généraux tsaristes.

Au printemps, dans l'année 1918, à Moscou et à Pétrograd, les anarchistes organisent de nombreux groupes de pillage. Ils se livrent à des actes de banditisme, ne reculant pas devant l'assassinat. Indistinctement, on pille les riches et les pauvres.

Après que le gouvernement se fut installé à Moscou, des bandes de criminels de droit commun, se réclamant de l'anarchie, parcouraient les rues après huit heures du soir et se livraient contre les passants et contre les paisibles habitants jusque dans les maisons à de véritables actes de terrorisme.

En avril 1918, la Tcheka arrêta les anarchistes et occupa 18 maisons habitées par eux.

La plupart de ceux qui furent ainsi arrêtés étaient des descarteurs, des assassins et des voleurs professionnels. Ils furent emprisonnés. Parmi eux, se trouvaient quelques hommes sincères n'ayant participé à aucun acte de désordre. *Tous les idéologues sincères de l'anarchie furent libérés.*

## En Ukraine

C'est alors que les anarchistes qui avaient échappé à la répression nécessaire, émigrèrent en Ukraine. Essentiellement agricole, l'Ukraine est un pays de riches propriétaires paysans. Contre la Révolution ouvrière, contre le pouvoir des Soviets, contre la dictature du prolétariat, l'idéologie anarchiste trouva un terrain idéal pour semer sa propagande.

Bientôt, les anarchistes se groupent autour de l'aventurier Makhno. Ils fondent une asso-

ciation puissante. Leur théoricien : Sabat., va sur place se charger de légitimer leurs pires agissements du point de vue de la doctrine anarchiste.

Makhno et les anarchistes qui se groupent autour de lui représentent contre les ouvriers les intérêts des paysans cossus d'Ukraine.

Pour défendre ces intérêts et pour faire échec aux Soviets, Makhno et ses amis anarchistes ont ouvert le front d'Ukraine à Denikine qui put ainsi occuper entièrement cette riche province.

Makhno et les anarchistes égorgèrent en grand nombre et indistinctement tout ce qui pouvait exciter la haine des riches propriétaires paysans : communistes, agents des Soviets, juifs. Les progroms sociaux se mêlaient atrocement aux progroms religieux.

Makhno expédia ses agents jusqu'à Moscou. Ce sont ces derniers qui ont jeté la bombe de vingt-cinq kilos à la séance du Comité central du parti en train de délibérer sur les mesures à prendre contre l'armée Denikine. Cette armée se trouvait alors à moins de 150 kilomètres de Moscou et menaçait très sérieusement la capitale de la Révolution. Le coup fut monté d'accord avec les socialistes révolutionnaires dont le rôle d'agents contre-révolutionnaires de la bourgeoisie est établi par mille preuves écrasantes et irréfutables.

Les anarchistes, ces purs adversaires de la dictature, de toute dictature d'où qu'elle vienne, ont fourni en grand nombre des cadres à l'armée Makhno. Ils ont introduit dans cette armée, eux, les adversaires de tout militarisme, quelle que soit sa couleur, une discipline de fer, une discipline féroce dont les excès inutiles dépassent de loin et sans aucune comparaison possible les rudesses nécessaires de la discipline de l'armée rouge en lutte contre la trahison des officiers ralliés d'ancien régime.

Eux, les anarchistes, adversaires par principe de tout pouvoir et de toute autorité, lorsqu'ils occupèrent Ekaterinoslav, après en avoir chassé les Soviets, ils n'introduisirent dans l'organisation de la ville aucun organe électif. Ils préférèrent placer la ville sous un impitoyable commandement militaire.

Après une guerre au couteau, où Makhno et ses lieutenants se distinguèrent par des atrocités sans nom, l'armée de l'aventurier et son chef se réfugièrent en Roumanie, sous la protection des boyards.

Alors, les forces anarchistes se dispersèrent. Il n'en subsista que quelques petits groupes presque insignifiants. Par exemple, dans l'Ukraine soviétique, les anarchistes poussèrent les boulangers à la grève en leur faisant revendiquer 9 livres de pain alors que les autres ouvriers n'avaient droit qu'à une livre. Ainsi les anarchistes poursuivirent leur œuvre

de désorganisation de l'Etat ouvrier en flattant chez les travailleurs les plus arriérés, enfermés dans l'horizon corporatif le plus étroit, les instincts les plus vils et les plus démagogiques.

### Anarchie et Révolution

L'histoire de la Révolution russe montre clairement que l'anarchie, doctrine vague et sans base concrète s'appuyant solidement sur le réel, peut bien être une force capable de concourir à la destruction du pouvoir bourgeois ; mais ne saurait être une force capable de concourir à la construction révolutionnaire d'une économie communiste.

L'impuissance de l'anarchie à se saisir du réel pour le transformer, est susceptible de mener les anarchistes à s'égarer dans les pires déviations et de faire d'eux les agents parfois conscients, parfois inconscients de la contre-révolution. Autour de l'anarchie, se réclamant d'elle, souvent sans être désavoués par elle, se groupent les éléments les plus louches qui sous le couvert de la lutte contre tout pouvoir et contre toute dictature, cherchent en réalité à établir la dictature régressive des appétits personnels et des instincts les plus grossiers de la nature humaine.

Mais l'expérience de la Révolution russe a

démontré aussi que plus un parti communiste est agissant et vigoureusement révolutionnaire, et plus il a de chances d'entraîner les éléments anarchistes les plus sains et les plus sincères. Les uns continuent à caresser leur chimère et à croire à la possibilité de passer directement du régime capitaliste au communisme libertaire. Ceux-là font une opposition loyale au régime des Soviets et à la dictature du prolétariat. *Aucun de ceux-là n'est brimé dans la République des Soviets de Russie.* D'autres, sans abandonner leur idéal, comprennent que le chemin le plus court et le seul praticable qui mène au communisme libertaire passe nécessairement à travers toutes les résistances bourgeoises nationales et internationales, par la dictature du prolétariat et par le communisme autoritaire de la Troisième et Glorieuse Internationale.

Et parmi ceux-là, j'en connais, qui non seulement avec loyauté, mais aussi de toute leur intelligence, de tout leur cœur, de toute leur âme et de toute leur vie, rendent les plus éminents services à la cause de la Révolution mondiale.

Que ceux-ci nous fassent pardonner et oublier les erreurs, les fautes et les crimes des autres.

Albert TREINT.

---

## CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

---

La dernière session du Congrès fédéral de la Seine, tant par les motions en présence que par les commentaires des rapporteurs, a posé devant le Parti des problèmes essentiels que, pour notre compte, nous pensions être solutionnés par les deux derniers Congrès internationaux.

L'un de ces problèmes est celui de la structure de l'organisme directeur du parti.

Les divergences qui s'étaient manifestées à Marseille à propos du projet de « Prosidium » suggéré par l'Internationale se sont à nouveau fait jour au Congrès de la Fédération de la Seine.

Ces divergences résultent d'interprétations différentes du principe de centralisation démocratique.

La majorité dit en substance : « *La masse des adhérents doit diriger le parti. Les organismes centraux ne doivent être que des organismes d'exécution* ».

Nous regrettons, pour notre part, que cette conception ne se soit pas affirmée à Tours ? Cela eût évité bien des mécomptes.

Comment expliquer que nos camarades aient pu voter la résolution d'adhésion, que certains d'entre eux jugeaient même suffisam-

ment orthodoxe et qui disaient : « Le Parti doit être constitué d'après le principe de centralisation démocratique. La discipline la plus stricte, acceptée par tous ses membres doit y régner. *Les organes directeurs doivent y détenir une autorité incontestée basée sur la confiance des militants* » ?

Il nous souvient cependant que la substitution du titre « Comité directeur », à l'ancien titre « Commission administrative permanente », ne fut pas décidée incidemment. L'unanimité s'était faite cette idée que la structure des organismes centraux de l'ancien parti ne répondait pas au rôle qui allait incomber au parti communiste.

Nos camarades doivent avoir d'excellentes raisons pour justifier une aussi radicale conversion. Peut-être nous les donneront-ils.

En attendant, qu'il nous soit permis d'examiner leur thèse.

\*\*\*

Certes, la masse doit constituer la force vivifiante du parti. On ne saurait concevoir un parti composé de masses passives, obtempérant automatiquement aux ordres reçus d'en haut, appliquant sans sourciller des résolu-

tions prises par des chefs omnipotents, inamovibles et n'ayant de relations avec leurs troupes que pour les commander.

Par contre, nous pensons que le défaut contraire, la direction exclusive et unilatérale du parti par la masse, doit être non moins énergiquement répudié, si l'on veut que le parti puisse assumer sa tâche d'avant-garde du prolétariat, aussi bien dans ses luttes immédiates que dans sa lutte libératrice.

Dans le premier cas, le parti ressemblerait plutôt à une armée, au sens péjoratif du mot, qu'à un parti communiste où toutes les cellules et tous les membres doivent apporter une collaboration intelligente à l'œuvre commune dans le cadre d'une discipline librement consentie parce que reconnue indispensable.

Dans le second cas le parti serait une académie incapable d'action véritable et ne répondant en rien aux nécessités de la lutte de classes.

Il convient donc de répudier à la fois le centralisme « oligarchique » et la conception d'une démocratie idéale et supraterrrestre subordonnant toutes les manifestations d'activité d'une collectivité aux délibérations de toutes les cellules composant cette collectivité.

Si le centralisme « oligarchique » n'a pas été expérimenté en France, il n'en est pas de même de la conception sus-indiquée ; que nos camarades de la majorité ont pratiquée dans la Seine au lieu et place du centralisme démocratique.

Les statuts en vigueur, depuis environ un an, nous ont permis d'apprécier ces résultats.

Le comité exécutif fédéral composé de près de cent membres — un membre par section — s'est trouvé dans l'impossibilité de se réunir dans sa majorité, sinon dans sa totalité, et par suite, s'est montré un organisme trop lourd, impropre à assumer sa tâche.

Ce n'est là cependant qu'un des côtés néfastes des statuts fédéraux.

La tare principale est celle qui dépouille le Comité exécutif de tout pouvoir, de toute initiative, de toute autorité et par là le préserve de toute responsabilité effective.

En effet, dans l'esprit des statuts, le Comité exécutif doit s'assurer l'approbation préalable des sections, non seulement pour fixer, sous forme de résolutions de Congrès les directives de la fédération conformes à celles du parti — ce qui est normal dans un parti légal — mais aussi pour appliquer ces directives à une situation politique donnée.

Cette démocratie formelle se concrétise par une multiplicité indéfinie de Congrès qui absorbent toute l'activité fédérale au détriment

de la besogne d'éducation, de propagande et d'action révolutionnaire.

Ce ne sont pas là vaines récriminations. Bon nombre de camarades qui assistaient à la session extraordinaire du Congrès à la Bellevilloise se sont rendu compte de la situation que crée au parti l'application d'une conception aussi erronée du centralisme démocratique. Appelé à prendre des mesures pour assurer la lutte contre les dangers de guerre, le Congrès fédéral envoya près du Comité directeur une délégation chargée de lui demander quels étaient ses mots d'ordre. Il fut répondu à cette délégation, qui rapporta dans ce sens devant la session extraordinaire du Congrès, que le Comité directeur attendait les suggestions de la Fédération.

Ainsi, alors qu'il ne pouvait s'agir de discuter sur le principe de la lutte à mener, mais de déterminer les formes de cette lutte, le Comité directeur s'en remettait à la Fédération et réciproquement. La majorité pouvait-elle s'en indigner ? Non pas, elle venait d'être placée par les événements devant une manifestation édifiante de son erreur.

Il est vraisemblable que, devant de nouvelles situations politiques graves, les mêmes faits se reproduiront.

Par quelque côté que nous envisagions le problème, les résultats sont négatifs.

Que le Comité directeur, se rappelant qu'il n'est plus la C. A. P. de l'ancien parti, prenne des décisions, la fédération, conformément à sa pensée, répondra : « La masse doit diriger le parti, or vous n'avez pas consulté les fédérations ».

Que le Comité directeur ne se prononce pas et chacune des fédérations, sous peine de carence totale, devra engager l'action pour son propre compte et suivant ses propres inspirations.

Dans ces deux hypothèses, seules possibles, nous aboutirons à l'inactivité absolue ou à une action incohérente, désordonnée et vouée à l'inefficacité quasi totale.

Où est le remède ? A notre avis, dans l'application stricte des thèses internationales qui donneront au parti une structure lui permettant de remplir sa tâche avec fruit. Cette structure doit être basée sur le centralisme démocratique.

Qu'est-ce que le centralisme démocratique ? Il nous suffira de rappeler les textes pour répondre lumineusement à cette question.

La thèse adoptée par le III<sup>e</sup> Congrès mondial sur l'« Organisation des Partis Communistes », dans son chapitre II, intitulé : « La Centralisation démocratique », s'exprime ainsi :

« La centralisation dans le Parti ne doit pas être formelle et mécanique : ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une *direction puissante*, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation.

« Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti... »

Voici d'une part la condamnation du centralisme « oligarchique ». La thèse poursuit :

« Une démocratie purement formelle dans le Parti ne peut écarter ni les *tendances bureaucratiques*, ni les *tendances anarchiques*, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme dans le mouvement ouvrier ont pu se développer. Pour cette raison la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une *direction forte* ne peut avoir de succès si on essaie de l'obtenir, rien que sur le terrain de la démocratie formelle. »

Voici d'autre part, la condamnation de la démocratie formelle que nous avons vue, tenant lieu de centralisme démocratique dans la fédération de la Seine.

C'est entre ces deux antipodes que se place le centralisme démocratique. La thèse le définit ainsi : « *La centralisation démocratique doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne* ».

Que reste-t-il donc à déterminer ? Les éléments de cette synthèse, de cette fusion, en recherchent, non pas formellement, mais dans la vie, la part respective du centralisme et de la démocratie et les points de soudure de ces deux parties *a priori* incompatibles.

*Constitution par voie d'élection des Comités secondaires* (1), amovibilité constante des délégués aux différents Comités, responsabilité des mandataires devant l'assemblée qui les a choisis : tels sont les éléments de la démocratie.

*Soumission obligatoire de tous les Comités au Comité qui leur est supérieur et existence d'un centre muni de pleins pouvoirs dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle des Congrès, être contestée par personne* (2) ; tels sont les éléments de la centralisation.

*Développement et maintien d'un contact vivant et de rapports mutuels entre les organes dirigeants et les membres, activité et lutte permanentes communes de l'ensemble du parti* (3), confiance des membres du parti en-

vers leurs mandataires : tels sont les points de soudure de la démocratie et de la centralisation.

Nous livrons ces citations auxquelles le contexte n'apporte aucun changement quant à l'esprit, à la réflexion des camarades du Parti. Ils verront clairement qu'en dehors de l'application des prescriptions qu'elles contiennent, il n'y a pas de parti communiste possible. Elles seules sont de nature à donner à notre parti la souplesse, la cohérence et la discipline indispensables.

En dépit de la psychologie particulière du parti français, psychologie qui relève souvent trop de la méconnaissance des nécessités de la lutte collective, l'exercice par les organismes centraux d'une direction forte apparaîtra à tous salutaire. Les décisions de ces organismes en relations constantes de travail avec toutes les cellules du parti, investis de la confiance unanime, en possession de tous les éléments d'appréciation, seront consciemment acceptées parce qu'elles apparaîtront adéquates à toutes les étapes du processus révolutionnaire et susceptibles de renforcer, de vivifier l'activité initiales de tous les communistes.

La Fédération de la Seine qui s'apprête à reviser ses statuts tiendra compte, nous l'espérons, de toutes ces considérations ; elle sera rapidement suivie par le Parti qui harmonisera sa structure avec celle de l'Internationale et des partis frères.

M. FROMENTIN.

**SECOURONS NOS  
FRERES DE RUSSIE**

**Bulletin Communiste**  
Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

**ABONNEMENTS :**

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 129, rue Lafayette, PARIS

(1) Thèses sur la structure adoptée au 2<sup>e</sup> Congrès.

(2) Thèse sur la structure adoptée au 2<sup>e</sup> Congrès.

(3) Thèse sur l'organisation adoptée au 3<sup>e</sup> Congrès.

# La Semaine Internationale

## L'isolement ou l'encerclement ?

Il y a longtemps, plusieurs dizaines d'années, que la France ne s'est pas trouvée dans un isolement aussi complet qu'aujourd'hui. Poincaré-la-Guerre ressemblait à Napoléon III avant 1870. Il voit ses anciens ennemis et ses anciens alliés d'accord contre lui. Le dernier Bonaparte avait fait plusieurs guerres pour arriver à ce résultat, il a suffi à Poincaré d'en faire une...

La Commission des Réparations avait été unanime à considérer que les questions qu'elle avait à résoudre devaient être une fois pour toutes posées sur le solide tapis des réalités. Elle avait convoqué un Comité international de banquiers et l'avait chargé d'étudier les moyens de mobiliser la créance interalliée sur l'Allemagne par un emprunt.

Le Comité, dès le début de ses travaux est arrivé à cette conclusion qu'il serait impossible de trouver à l'Allemagne des prêteurs de bonne volonté tant que l'ensemble du capital allemand supporterait l'hypothèque de 132 milliards de marks-or.

C'était là une opinion de « techniciens ». Ils mesuraient la capacité financière de l'Allemagne comme un groupe d'ingénieurs électriciens auraient mesuré la puissance d'une chute d'eau. Les protestations indignées de la presse bourgeoise de France ne sauraient faire oublier que M. Pierpont Morgan, le membre américain du Comité des Banquiers, a toujours été, et pour cause, depuis 1915 un adversaire de l'Allemagne. Son rôle dans l'intervention américaine fut considérable. Il avait joué fortement, démesurément sur le « cheval des Alliés », il tenait à le voir arriver. Il possède encore des créances sur la France. Il a donc d'excellentes raisons de ne pas rechercher la faillite du capitalisme français. Son réalisme financier et celui de ses collègues s'est heurté au principe *a priori* de M. Poincaré. « Aucune réduction de la dette allemande. » M. Dubois, un peu malgré lui, dit-on, a dû prononcer cette formule à la Commission des Réparations et M. Sergent l'a répétée au Comité des Banquiers. Ce dernier en clôturant ses travaux inutiles a dit deux choses à retenir : 1° L'opposition du gouvernement français n'a pas permis de régler la question des réparations ; 2° Si cette opposition persiste, si les charges de l'Allemagne sont maintenues intégralement, les financiers germaniques sont menacés d'une catastrophe.

Cette perspective est apparue si claire aux banquiers, que M. Delacroix qui, parmi eux, représentait la Belgique s'est associé aux déclarations finales de ses collègues.

La grande politique Poincaré s'avère de plus en plus catastrophique. C'est en vain que sur l'ordre du président du Conseil, M. Barthou a couru au secours des capitalistes belges, dont

nous éclaircirons prochainement les étranges spéculations. C'est en vain que le gouvernement que préside — ô ironie — le liquidateur des congrégations — s'est fait le champion de la propriété intangible. Les bourgeois belges ont adopté la morale de La Fontaine. « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. » Leur représentant a soutenu l'idée de la réduction des dettes allemandes.

Un journal officieux anglais, le *Daily News*, pose ainsi le problème :

Après s'être d'elle-même isolée par son refus, tant au Comité des banquiers qu'à la Commission des Réparations, mercredi dernier, que va proposer la France, si l'Allemagne ne peut effectuer jeudi le paiement des 50 millions de marks-or qui sont dus ? Quand il sera à Londres, M. Poincaré discutera-t-il avec M. Lloyd George des sanctions, autres que l'occupation de la Ruhr ?

Ce n'est pas seulement la Belgique, l'Italie, l'Angleterre qui se séparent de la France l'*Observateur officieux* des Etats-Unis à la Commission des Réparations a pris lui aussi parti contre la France.

En vain, M. Poincaré a-t-il pour plaire à Washington suivi docilement, au moment de Gênes les indications des représentants de la *Standard Oil*, en vain a-t-il aiguisé toutes les pointes de son esprit pour, dans un memorandum exprimer sur la Conférence de La Haye une opinion qu'il croyait faite pour lui assurer à jamais l'alliance du gouvernement américain, il reste seul avec son état des paiements de 132 milliards.

Il risque aussi de rester seul avec son memorandum. Jusqu'à présent, en dehors des accusés de réception aucun Etat n'avait répondu à M. Poincaré. L'Angleterre vient de lui répliquer. Il y a longtemps que le Quai d'Orsay n'avait pas reçu de leçon aussi cinglante. Lorsque, au mois de mars, lord Curzon répondait au premier memorandum de M. Poincaré, ses lettres étaient d'une douceur évangélique à côté de la dernière réponse de lord Balfour.

Après avoir constaté que le document français « paraît reposer sur une certaine confusion de pensées et montrer une connaissance incomplète des questions envisagées à Gênes », la réponse anglaise démonte pièce par pièce les obstacles que M. Poincaré voulait élever sur la route de La Haye. C'est une fin de non recevoir. Il faut noter cette proclamation du droit de la Russie à l'expropriation.

En ce qui concerne la propriété privée, par exemple, le gouvernement français soutient que les réclameurs étrangers ont « le droit d'exiger sa restitution ». La seule exception admise par lui est relative au cas de la terre labourable dont les possesseurs devraient être expulsés si la propriété devait être restituée. Le gouvernement britannique ne saurait accepter cette thèse. Tout Etat possède le droit d'expropriation, quelle que soit la nature de la propriété privée, contre paiement

d'une juste indemnité. Tous les Etats ont exercé ce droit jusqu'à l'époque la plus récente. La thèse française, sur ce point, est en contradiction avec la première résolution de Cannes, en ce que cette thèse va à l'encontre d'un droit reconnu des Etats souverains dans le monde entier. Que le gouvernement russe restitue la propriété privée saisie par lui ou qu'il dédommage les propriétaires, c'est là une chose qui concerne seulement ce gouvernement.

La Russie est un Etat souverain, quelle que soit l'opinion que les puissances étrangères peuvent avoir de son gouvernement. Prétendre le contraire n'est pas seulement du temps perdu, c'est la négation des principes mêmes auxquels l'Europe désire voir revenir la Russie, principes profondément enracinés dans la civilisation européenne qui gouverne les relations de tous les Etats.

Ainsi M. Poincaré est prévenu : si ses experts, inspirés par lui, vont à La Haye pour y soutenir un quelconque système de *capitulations* à imposer à la Russie, le gouvernement français aura sans doute l'approbation de M. Jacques Bainville, il n'aura pas celle de l'Angleterre.

La déconvenue de l'Homme de la Guerre au reçu du document Balfour a été profonde. On en trouve le reflet dans le Bulletin du *Temps* du 13 juin. L'inspiré M. Herbetle conclut un essai de réfutation de la note anglaise par cette phrase : « La menace contenue dans le memorandum britannique nous fournit pour la première fois un argument en faveur d'une négociation séparée entre la France et les Soviets ».

C'est bien là aussi une menace, mais bien puérile. Le gouvernement anglais sait trop que la sottise du Bloc National et les intérêts de certains groupes financiers conjugués suffisent à empêcher un accord franco-russe. On ne suit pas en vain l'idée d'être le Melternich du capitalisme. Quand on a échoué on s'en va.

M. Poincaré s'en ira sans doute bientôt et quand la bourgeoisie française aura épuisé le bréviaire des successeurs possibles, nous assisterons à une liquidation qui ne manquera pas d'intérêt, si les communistes savent vouloir.

Robert PELLETIER.

# La Semaine Politique

## Pour ou contre la Revision

Le Président « indécis et péremptoire » du septennat de la guerre, cruellement raillé jadis par Viviani, vient de montrer un bel esprit de décision. C'est, une fois de plus, contre son pays. C'est même, cette fois, contre les intérêts immédiats de sa classe. Au moment où le budget bourgeois accuse, pour l'exercice en cours, un déficit global de plus de vingt milliards ; au moment où la persistance du resserrement monétaire rend les emprunts nationaux projetés extrêmement aventureux, M. Poincaré vient de préférer l'ombre du traité à la proie de l'Emprunt international. Son obstination a fait échouer les pourparlers du Comité international des banquiers. Il s'est refusé à consentir une revision quelconque de l'Etat de paiements arrêté à Londres il y a un an : M. Poincaré veut tout « son dû ». Il monte une garde ombrageuse autour du chiffre hiératique des 132 milliards et préfère l'éventualité d'une perte globale à la certitude d'un paiement partiel.

Il est vrai que l'éventualité de la perte, c'est aussi celle de l'occupation indéfinie de la rive gauche du Rhin. Conformément aux principes du néo-royalisme, le Président du Conseil donne le pas au Politique sur l'Economique. L'Economique a pourtant déjà pris à maintes reprises sa revanche. Il saura la reprendre.

\*\*

Le Président du Conseil est enfin parvenu à isoler la France. Comme le déclarait fort bien le *Temps*, la conférence des Banquiers

posait de nouveau la question de la revision des clauses financières du traité de Versailles et du traité lui-même — monstrueux attentat contre la vie économique des peuples :

En réalité, écrit le *Temps*, la question qui se pose n'est pas seulement financière. Elle ne s'applique pas seulement à l'émission actuelle d'un emprunt allemand. Elle est bien plus générale.

Il y a conflit entre deux politiques : la politique de la parole donnée et la politique de la parole reprise. En quoi consiste la politique de la parole donnée ? Elle consiste à avoir la volonté de tenir ses engagements et à exiger que la même volonté existe chez autrui. La France veut payer ce qu'elle doit. Elle entend que ses débiteurs aient également la volonté de la payer. Elle n'admet pas qu'on décerne bénévolement à l'Allemagne, pour la dispenser de l'effort nécessaire, un brevet d'insolvabilité.

La politique de la parole reprise, au contraire, consiste à remettre en question tous les engagements. Au lieu d'exiger que l'Allemagne ait la volonté de payer, on tolérerait sa résistance et l'on s'en servirait pour dire : « Puisque l'Allemagne ne veut pas nous payer, nous n'avons pas l'intention de payer ce que nous devons aux Etats-Unis. » En somme, c'est la politique du chiffon de papier et de la faillite *all round*.

Traduisons deux expressions : « parole donnée » par « application du traité », « parole reprise » par « revision du traité ». Et nous avons ainsi un schéma de ce que furent les délibérations du Comité des banquiers.

On sait dans quel sens s'affirma l'opinion du monde. La France maintint seule l'intangibilité des clauses financières du traité. C'était assez pour faire échouer le Comité qui, le 10 juin, clôturait ses travaux. Dans le rap-

port transmis le même jour à la Commission des réparations, le Comité confesse diplomatiquement la raison de son échec, il déclare « *qu'une atmosphère favorable est indispensable pour lancer un emprunt avec succès*. La divergence de vues que l'on sait exister entre les membres de la commission, relativement aux limites du mandat du comité, a créé, pour l'instant, une atmosphère défavorable à l'émission d'un emprunt ».

On ne pouvait laisser choir avec plus de grâce le fardeau des responsabilités sur la France bourgeoise.

\*\*

Les frères de classe de M. Poincaré qui vivent de l'autre côté du Rhin ne lui garderont d'ailleurs aucune rancune d'avoir fait échouer l'emprunt international. Car l'emprunt international, c'est la stabilisation du mark. Et la stabilisation et le relèvement du mark, c'est une solide entrave à l'exportation rémunératrice.

L'industrie allemande en est en effet arrivée à négliger complètement les besoins du marché allemand pour les besoins plus lucratifs de l'étranger attiré par la prime considérable du change. Situation que résume ainsi le *Vorwärts* :

Nous avons eu jusqu'ici une période de grande activité industrielle, qui a été engendrée par la dépréciation croissante du mark. Des parties importantes de notre production reposent uniquement, aujourd'hui, sur l'exportation. Le commerce extérieur est devenu, pour l'industrie allemande, l'occupation la plus lucrative. Satisfaire les besoins intérieurs du pays, ce n'a plus été qu'une chose accessoire. L'industrie a établi, sur ses produits, des augmentations de prix qui paraissent folles, en comparaison des habitudes qui régnaient à l'intérieur de l'Allemagne ; et cependant elle n'a pas eu à souffrir de la concurrence étrangère.

Au cours des derniers mois, cette évolution est allée si loin que la situation s'est retournée. Pour des produits importants, nous étions presque arrivés aux prix du marché mondial, et même nous les dépassions parfois. Mais toute l'industrie allemande a maintenant, dans ses entrepôts, des matières premières et des produits semi-ouvrés qui ont été achetés, ou tout au moins calculés à ces prix-là.

*Les industriels allemands ne voient qu'un moyen de se remettre à flot : il faut que le mark allemand continue à baisser.*

Ainsi s'affirme, en régime capitaliste, « la solidarité nationale »...

## **Tandis qu'on cherche quatre milliards**

Au moment où l'homme magnifique du Quai d'Orsay repoussait les milliards de l'emprunt international, son ministre des Finances faisait la navette, de ses bureaux à la Chambre et de la Chambre à ses bureaux, pour trouver quatre introuvables milliards.

Il n'en manque pas davantage, en effet, pour assurer l'équilibre du budget ordinaire du prochain exercice.

On sait par expérience ce que deviennent, en réalité, à la fin d'un exercice budgétaire, les quatre milliards de déficit prévus au début de cet exercice. Le présent budget ordinaire, présumé et assuré en équilibre, présentera un déficit qui oscillera autour de 5 milliards. Le budget ordinaire de 1925 s'annonçant dans des conditions beaucoup plus fâcheuses, on prévoit quelles peuvent être, dans un an, les tious à combler.

Mais à combler avec quoi ? Les impôts sont en moins-value. Il ne saurait être question d'en créer de nouveaux. Les emprunts nationaux apparaissent extrêmement difficiles — et loin de combler le déficit, ils l'augmentent. Quant aux emprunts internationaux, on a vu la faveur empressée que leur témoigne M. Poincaré.

On comprend que la Commission des Finances ait retourné au gouvernement son projet de budget avec prière de lui présenter quelque chose de moins catastrophique.

\*\*

Appelé au préalable, le 8 juin, devant la Commission des Finances, le Président du Conseil n'a pas été très encourageant.

Il a constaté l'impossibilité pratique de réduire les dépenses :

Pour combler ce déficit, que faire ? Réduire les dépenses, les comprimer rigoureusement ? Le gouvernement ne demande qu'à étudier avec la Commission toutes les compressions possibles. Mais il ne faut pas se faire d'illusion. On ne se doute pas des difficultés auxquelles on s'est heurté pour opérer des réductions de fonctionnaires votées par les Chambres. Il a fallu faire des choix et cela a été des plus délicats. Des réformes organiques s'imposent aussi. Le gouvernement a déposé des projets, mais leur vote demandera du temps.

Après quoi, il a constaté l'impossibilité pratique d'augmenter les recettes :

En ce qui concerne les recettes, peut-on envisager des impôts nouveaux ?

Le président du Conseil ne le croit pas. Après l'effort courageux qui a été fait, il ne lui semble pas possible d'aller plus loin dans la voie des sacrifices à demander aux contribuables. Il faut, d'autre part, laisser au pays et à l'administration le temps de s'adapter aux impôts nouveaux en vigueur. Une nouvelle expérience serait périlleuse.

On peut améliorer et modifier, mais, encore une fois, peut-on trouver des produits nouveaux ?

Ainsi s'exprime M. Poincaré, selon un compte rendu officieux.

Nous n'avons jamais dit, sensiblement, autre chose.

Ne pas oublier que, si l'on arrive, contre toute vraisemblance, à équilibrer *sincèrement* le budget ordinaire, il restera à trouver les 15 ou 18 milliards du budget extraordinaire.

**C.-E. LABROUSSE.**

# Christian Rakowsky

## Révolutionnaire et Homme d'Etat

Dans la vie aventureuse de ce révolutionnaire s'harmonisent heureusement la ténacité et une volonté de fer avec une lucide intelligence, une grande sérénité et une foi inextinguible.

Christian Rakowsky est fils de riches propriétaires agraires, et il est né, en août 1873, dans cette région de la Bulgarie, qui après le Congrès de Berlin, fut annexée à la Roumanie.

Comme toute âme bien née, sa valeur révolutionnaire n'attendit pas le nombre des années, puisque à l'âge de 15 ans il était expulsé de toutes les écoles de son pays, accusé de propagande révolutionnaire. Il dut donc émigrer pour pouvoir continuer ses études, et après avoir fréquenté les universités de Genève, de Berlin, de Nancy, il vint terminer ses études à Montpellier où il prit son diplôme de docteur en médecine. A Paris il fréquenta les cours de la faculté de droit. Puis, pendant quelque temps, il exerça la profession de médecin de campagne en France, à Beaulieu-sur-Loire, entre Cosne et Gien ; mais il semble que, même à cette époque, la politique le passionnât plus que l'art d'Esculape. Nous nous en sommes rendus compte il y a quelques jours, à Rapallo, quand, avec sa verve toute méridionale, il nous racontait, à Cachin et à moi, ses débuts politiques sur les bords de la Loire. C'est sûrement avec mélancolie qu'il quitta la France, où il passa tant d'heureuses années de sa jeunesse, pour rentrer en Roumanie où il se jeta aussitôt corps et âme dans le mouvement socialiste.

Les vicissitudes de sa vie l'avaient amené un peu partout à travers le monde, et, en quelque lieu que ce fut, il accomplit son devoir de militant intrépide. Sa collaboration intellectuelle au Parti avait commencée en 1890, quand il adhéra, à Genève, au groupe Piekhanoff. C'est par l'intermédiaire du vieux leader russe qu'il entra en rapports avec Guesde, avec les Liebknecht et avec d'autres personnalités dirigeantes du mouvement socialiste d'alors.

Comme étudiant, il prend une part active à l'organisation des mouvements ouvriers dans les Balkans, et c'est ainsi que jusqu'en 1900 il fut un des collaborateurs réguliers aux journaux et revues socialistes bulgares. Il écrit une quantité de livres et de brochures et prend une part active à la collaboration, de la littérature légale russe. C'est ainsi qu'il publie un certain nombre de brochures en russe, entre autres une sur Saint-Simon et le Saint-Simonisme en France. En 1900 il fait éditer, toujours sous le pseudonyme de Izaroff, un ouvrage considérable : *La France Contemporaine*. En Roumanie, il devient directeur de la *Lupta*. Mais bientôt les représailles se font sentir : l'Allemagne l'expulse en 1894, la Russie en 1900.

Beaucoup de prisons lui offrent l'hospitalité, mais là où il a goûté le plus les délices du régime cellulaire, c'est dans sa « chère patrie », la Roumanie.

Depuis 1893 il a été délégué à tous les Congrès socialistes internationaux, de même qu'il a été membre du bureau de la 2<sup>e</sup> Internationale depuis sa fondation (1904) jusqu'au jour de ses funérailles organisées par les renégats des partis socialistes de tous les pays.

Quand éclata la première révolution russe, en 1905, il aida les marins révolutionnaires de la mer Noire et chercha à diriger vers les côtes du Caucase le *Potemkine*, dont l'équipage s'était révolté. N'y ayant pas réussi, il facilita le débarquement des marins mutinés en Roumanie et aida à leur fuite.

Le gouvernement roumain a toujours considéré Rakowsky comme un terrible adversaire. C'est lui, en effet, qui réussit à rétablir les bases du parti socialiste roumain qui étaient si ébranlées par la corruption et par la réaction déchaînée par le gouvernement Brătianu. Une campagne de persécution fut bientôt entreprise contre notre ami. Profitant de la révolte des paysans, qui fut noyée dans le sang en 1907, le gouvernement fit arrêter Rakowsky et le traduisit devant un conseil de guerre sous le prétexte qu'il était médecin major de réserve. Mais n'ayant pas réussi à le faire condamner, il déclara tout bonnement que Rakowsky était un *étranger* — malgré que même selon la corruption bourgeoise Rakowsky possédât toutes les qualités nécessaires pour être citoyen roumain : il était officier de l'armée royale, conseiller général, et il avait, ce qui, aux yeux de la bourgeoisie, prime tout, la qualité de grand propriétaire foncier ! Il est vrai qu'il consacrait une grande partie des revenus de sa terre à alimenter la révolution.

Rakowsky fut donc expulsé de la Roumanie comme « étranger », et alors commença cette lutte homérique qui s'étendit sur une période de cinq années (1907-1912), pleine d'épisodes dramatiques entre Rakowsky et la classe ouvrière roumaine d'une part, et le gouvernement roumain d'autre part.

A de certains moments, cette lutte prit un caractère européen et put être comparée à l'affaire Dreyfus. Tout particulièrement en 1909, quand Rakowsky rentra clandestinement en Roumanie pour se faire arrêter. Il voulait ainsi amener son cas devant les tribunaux, pour démontrer que l'acte de bannissement contre sa personne était illégal. Mais même cette satisfaction ne pouvait lui être réservée, puisque le gouvernement au lieu de lui faire le procès tant désiré décida de « l'expatrier » par la violence, et, de nuit, le fit reconduire à la frontière. Le bruit s'étant répandu que sa vie était en danger, beaucoup de socialistes s'insurgèrent

devant tant d'arbitraire. Jaurès, avec sa générosité et son ardeur habituelles, prit aussitôt, dans l'*Humanité*, la défense de Rakowsky, et c'est seulement grâce à l'effort de tous, mais surtout grâce à la ténacité du prolétariat roumain, que Rakowsky fut rétabli, en 1912, dans tous ses droits.

L'explosion du conflit mondial trouva notre ami à son poste de combat. Le déroulement tragique des événements ne lui fit pas perdre la tête ; avec les quelques autres militants restés fidèles à l'idéal révolutionnaire, Rakowsky chercha à renouer les fils de l'Internationale ouvrière. Avec Lénine, Trotsky, Liebknecht et Rosa Luxembourg, il prépare la Conférence de Zimmerwald. Mais son activité antiguerrière le conduisit rapidement en prison. Le gouvernement roumain ayant dû, devant l'avance austro-allemande, abandonner Bucarest, amena, en même que son trésor, Rakowsky, son homme enchaîné, à Jassy. C'est là que lui parvint la nouvelle de la révolution russe, et quelque temps après l'armée révolutionnaire russe qui se trouvait en Roumanie, vint le délivrer au « nom de la révolution ». C'était le 1<sup>er</sup> mai 1917.

Maintenant, en Russie, il se consacre tout entier à l'œuvre révolutionnaire. Ceux qui l'on vu en 1917 avec sa longue barbe parler aux foules révolutionnaires, disent qu'il avait toutes les apparences d'un apôtre. Kerensky voulut le faire arrêter, mais Rakowsky réussit à s'enfuir en Suède, où il resta jusqu'à la fin de décembre 1917. Le Conseil des Commissaires du Peuple de Petrograd le chargea, en janvier 1918, d'organiser la défense de Sébastopol, d'Odessa et du sud de l'Ukraine, pour faire face : d'une part à la Roumanie qui, en tant qu'instrument de l'Entente, avait déjà occupé la Bessarabie, et se préparait à faire la paix avec l'Allemagne, et d'autre part contre les Austro-Allemands qui envahissaient l'Ukraine par le nord.

C'est ici que le propagandiste dut se transformer en homme d'Etat, en diplomate et en général. Peu après il doit négocier au nom de la Russie bolcheviste avec le hetman Skoropadsky pour traiter d'une paix entre la Russie et l'Ukraine. Aidé par Manouïlsky, il réussit à tenir tête à la réaction insolente, et pendant cinq mois, ils tiennent en échec les contre-révolutionnaires. Au moment où la révolution éclate en Allemagne, il se trouve à Berlin avec Joffé. Le nouveau gouvernement expulse les bolcheviks. Et avant même qu'ils aient atteint la frontière ils sont arrêtés, à Borisssof, par ordre du fameux général Hoffmann, soutenu par les social-traitres allemands, les Scheidemann, les Ebert, etc.

En janvier 1919, les soviets ukrainiens, qui avaient su apprécier le négociateur de Kieff, l'élirent chef du gouvernement soviétiste ukrainien. Trois années de lutte et de souffrance vont suivre, mais aussi de victoires et de grandes satisfactions. Ces trois années de guerre et de blocus développent en lui toutes ses qualités d'organisateur et de diplomate. Il est partout à la fois, infatigable, serein, plein d'énergie et de volonté. Successivement on voit la vague contre-révolutionnaire monter et descendre, et elle va enfin s'épuiser à Perékop, par la grande victoire de l'armée rouge sur Wrangel,

Après la consolidation du régime soviétiste, Rakowsky rentre aux champs, pour ainsi dire, et devient une sorte de Cincinnatus : il se remet tout entier au travail de reconstruction, s'occupe d'agriculture, de méthodes modernes, de culture, d'organisation, d'administration. Il mène une ardente campagne en faveur de l'introduction de la culture du maïs en Russie ; un parti se fonde et il a gain de cause. Il réorganise les transports. Esprit mouvant des conseils de guerre révolutionnaires pendant la guerre civile, il se prodigue maintenant dans les conseils de paix de la restauration économique.

Nous l'avons vu à la Conférence de Gênes, et le rôle qu'il a joué sous nos yeux jour après jour, est encore présent à notre esprit. Nous avons pu voir ce que peut faire la finesse orientale accouplée au « savoir faire » occidental quand ils se basent sur des principes révolutionnaires qui sont en ce moment l'expression la plus haute vérité historique...

Rome, mai 1922.

Edmond PELUSO.



IENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

**NOUVELLE ÉTAPE**

PAR  
**LÉON TROTSKY**

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3<sup>e</sup> Congrès de l' I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité  
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

# La Dictature du Proletariat

Les syndicalistes se représentent souvent la dictature du prolétariat à peu près sous les aspects du monstre de l'Apocalypse. Le mot d'ordre le plus répandu des syndicalistes-libertaires c'est la lutte contre toute dictature. Mais comme ils ne peuvent nier ce haut fait que le monde capitaliste vit dans l'atmosphère d'une dictature bourgeoise, leur négation de toute dictature se tourne contre le droit des ouvriers de renverser, par la violence, la bourgeoisie, c'est-à-dire contre leur droit de faire la révolution sociale. Ce principe abstrait — à première vue — commence à jouer un rôle assez important dans l'action pratique. Voyons donc ce que les syndicalistes révolutionnaires appellent dictature du prolétariat et ce que c'est que la dictature du prolétariat, de façon générale. Tâchons d'aborder la question de façon toute pratique.

Admettons un instant ceci : les adversaires de la dictature et les défenseurs de l'autonomie que sont les syndicalistes français, sont arrivés à leurs fins et ont renversé la bourgeoisie. Tout s'est passé selon les vœux des dirigeants syndicalistes-libertaires de la C.G.T. Unitaire. Pas de parti communiste exécuté ; le syndicalisme tout à fait autonome. Et la classe ouvrière s'est insurgée ; le sang a coulé. Les forces de police de la bourgeoisie et ses formations spéciales ont été chassées des quartiers ouvriers de Paris et d'autres grandes villes. L'Union des Syndicats de la Seine est devenue le centre des événements révolutionnaires. Quelles tâches vont avoir désormais les syndicats qui viennent de remporter une première victoire sur la bourgeoisie ? Celles-ci : 1° combattre la contre-révolution dans le pays ; 2° défendre militamment la république syndicale française contre les interventions anglaise, espagnole, italienne, etc., qui tenteraient d'y rétablir l'ordre ancien ; 3° organiser la production et la répartition des produits.

Mais qu'est-ce que combattre la contre-révolution ? C'est créer des organes chargés de combattre impitoyablement les organisations, clandestines ou non, formées en vue de restaurer l'ancien régime. La révolution victorieuse s'emparera des banques, des usines, des fabriques, des entreprises commerciales. Elle installera dans les habitations des riches les pauvres gens des quartiers ouvriers. Elle provoquera ainsi la résistance acharnée de tous ceux qu'elle aura lésés.

La bourgeoisie connaît l'art militaire. Ses enfants pratiquent les sports. Elle a parmi les fonctionnaires de nombreux partisans. Le sabotage commencera dans les administrations. Des bandes réactionnaires se formeront qui tenteront de reconquérir, « au nom de la civilisation, de la culture, de la démocratie, des grands principes de la révolution française », les habitations, les valeurs, les fabriques, les usines expropriées. Si l'Union des Syndicats de la Seine néglige de combattre la contre-révolution, cette Union sera balayée en une semaine ou deux. Elle devra donc former un organe spécial de défense, elle devra former une garde ouvrière, armer les travailleurs de fusils, de canons, de tanks, d'avions, afin de conserver ce qu'elle aura arraché à la bourgeoisie, et, au besoin, d'anéantir l'ennemi.

Naturellement, l'armement des ouvriers, la formation d'une garde ou milice ouvrière, la lutte armée contre la réaction, susciteront les attaques haineuses, enragées, de toute la presse contre-révolutionnaire. L'Union des Syndicats de la Seine

se verra accusée de tyrannie, de dictature, et si ces accusations portent, si elles ont pour résultat d'affaiblir la volonté ouvrière, les travailleurs seront vaincus et la tyrannie, la dictature bourgeoises se rétabliront. L'instinct de conservation du prolétariat lui dicte donc d'instituer un régime ferme et sévère contre tous ceux qui tenteraient de reconquérir des principes perdus et de ramener l'ancien état de choses. Il faudrait empiéter sur la liberté de la presse, occuper les magnifiques immeubles du *Matin*, du *Temps*, du *Journal*, du *Petit Parisien*, de *l'Echo de Paris* et substituer à ces organes chargés d'empoisonner l'opinion publique des feuilles révolutionnaires.

Certes, si les dirigeants de l'Union des Syndicats de la Seine agissaient de la sorte, ils ne manqueraient pas d'être traités de bolcheviks, de dictateurs, de traîtres à la liberté. Mais ils ne pourraient pas ne pas agir de la sorte sous peine de voir la révolution sapée et détruite par les grandes fabriques du mensonge bourgeois. La lutte étant engagée, il faut la mener jusqu'au bout : le vin est tiré, il faut le boire.

Ainsi la lutte contre la réaction obligerait n'importe quelle organisation ouvrière, maîtresse du pouvoir, à réprimer impitoyablement les actes de ses ennemis de classe.

Mais si l'internationalisme du prolétariat n'est pas encore ferme, celui de la bourgeoisie est bien connu. La révolution, en France, déterminerait dans les pays bourgeois voisins une véritable fureur. L'Amérique démocratique ayant perdu de l'argent, capiaux et intérêts, les sommes prêtées à la France, envairait dans les eaux françaises ses cuirassés et d'autres produits analogues des facultés créatrices de la démocratie. La bourgeoisie espagnole tenterait de franchir les Pyrénées. Car chaque pays voisin considérerait comme une question de vie et de mort la répression rapide de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas sans raison que Bismarck et Thiers s'entendirent jadis contre la Commune de Paris.

Que faire ? Bien instruire la milice ouvrière, transformer la garde ouvrière en armée ouvrière, mobiliser tout le prolétariat, mettre sous les armes tous les exploités et tous les travailleurs, instituer une discipline sévère, centraliser la direction de la résistance aux offensives ennemies. Quelle que soit la mentalité fédéraliste des syndicalistes-libertaires, quelle que soit leur tendresse pour les principes fédéralistes, le vulgaire bon sens obligerait tout révolutionnaire à centraliser la résistance pour être à même de frapper au moment utile l'ennemi de classe à son point faible. Il faudrait donc former une armée ouvrière, révolutionnaire, pour défendre les conquêtes de la révolution.

Pendant cette lutte sur les fronts extérieur et intérieur on aurait aussi affaire avec la petite-bourgeoisie et les petits propriétaires, avec tout l'héritage du passé, avec tous les préjugés, avec les résultats d'une exploitation séculaire. La classe ouvrière est, en France, en minorité. Une partie de la classe paysanne serait contre elle, car les riches n'ont rien à attendre du socialisme. Il faudrait tenir fermement les biens attachés à la bourgeoisie et réprimer toutes les tentatives de reprise de leurs anciens possesseurs. Le recours à la violence serait inévitable. Il faudrait fusiller les contre-révolutionnaires irréductibles. La bourgeoisie, elle, n'a jamais reculé devant ces mesures quand

il s'est agi de rétablir son pouvoir et d'enseigner au prolétariat le respect de la sacro-sainte propriété. Mais on ne peut tout de même pas fusiller tous les contre-révolutionnaires. Il en est qu'on devrait simplement isoler, enfermer dans les prisons construites par la bourgeoisie. Des originaux s'exclameraient : « Comment, des violences et des prisons au lendemain de la révolution sociale ? » — Oui. Des violences et des prisons, tant que la résistance des exploités n'aura pas été définitivement brisée. Si vous ne les enfermez pas, ce sont eux qui vous enfermeront. A la guerre comme à la guerre.

Mais ici se révèlent d'autres difficultés dont les syndicalistes ne se font pas la moindre idée. Supposons qu'au lendemain de la socialisation solennelle des fabriques, des usines, bref, de tous les instruments de la production par la C.G.T. Unitaire, des anarchistes et des individualistes veuillent n'en faire qu'à leur tête. Ils déclarent se f... des décisions syndicales et prendre ce qui leur convient : l'argent dans les banques, les produits dans les dépôts. Ils n'ont cure de la discipline instituée par les organisations ouvrières. Quelle que soit la beauté des théories anarchistes de ces messieurs, nous doutons que l'on consente à les laisser s'approprier des biens de la collectivité. Ils seront, pensons-nous, promptement réduits à l'impuissance de nuire. S'ils résistent par les armes on se servira des armes contre eux. Nous voyons par conséquent les circonstances objectives contraintes de créer des organes de répression contre la réaction, contre l'ennemi extérieur et aussi contre ceux qui, mus par des idées anarchistes ou par toutes autres idées, enfreignent la discipline prolétarienne et nuisent aux intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Là ne s'épuisent pas les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière. Au lendemain de la révolution la répartition de la production et des produits devient un problème capital. Qu'est-ce que la production ? Quels en sont les éléments ? Les éléments en sont : main-d'œuvre, fabriques, usines, mécanisme administratif, technique. Ce qu'il faut d'abord c'est organiser la main-d'œuvre, à quoi serviront naturellement les Comités d'Usines. Mais peut-on organiser la production de manière à ce que chaque fabrique fasse ce qui lui plaît ? La France n'étant pas en possession de toutes les matières premières dont elle a besoin, il faut bien que les matières premières soient réparties par un centre. La France, par exemple, importe du coton étranger. Chaque manufacture ne va pourtant pas en importer pour son propre compte ! Le coton sera acheté d'après des statistiques d'ensemble établies sur toutes les manufactures. Puis il faudra le répartir et pour cela, un appareil centralisé sera nécessaire. Puis un appareil centralisé sera nécessaire pour la production, puisqu'il faut, à certains moments, fermer telle ou telle fabrique. Si, pendant la lutte, la situation de la France révolutionnaire devenait très critique, s'il y avait peu de produits et peu de combustible, si les dreadnoughts démocratiques du président Harding maintenaient autour des côtes de la France un blocus obstiné, il faudrait fermer diverses usines. Il faudrait préalablement choisir entre les usines, procéder à des classements. Or, on ne peut le faire qu'en centralisant. Une région, une fabrique ne peuvent décider seules. Les ouvriers des manufactures de soie veulent travailler comme les autres ; mais la classe ouvrière dans son ensemble peut trouver avantageux, par suite de la crise du combustible, de fermer les manufactures de soie

pour consacrer le charbon disponible aux usines électriques, aux chemins de fer, aux tramways, etc. Il en résulte que les questions de production ne se posent pas de manière fédéraliste mais exigent la centralisation.

Qui donc les tranchera ? Toujours la C.G.T. ? Elle s'occupera de la production, de la répartition, de la défense intérieure et extérieure de la république, de la lutte contre la réaction. Elle organisera aussi l'instruction publique. Elle veillera aux relations avec les autres républiques ouvrières, etc. Où en sommes-nous donc ? Nous voici arrivés à constater que si les syndicats français dépossédaient la bourgeoisie ils seraient obligés de créer un appareil d'administration, un appareil de production, un Etat ouvrier, obligés d'instituer la dictature dont certains syndicalistes-libertaires ont une si grande horreur. Mais ici interviennent d'autres syndicalistes qui disent : « Nous ne faisons pas d'objection à la dictature des organisations ouvrières, mais nous sommes opposés à celle d'un parti. »

Qu'est-ce à dire ? Dans quelles conditions peut-on combattre sur tous les fronts avec le maximum d'avantages ? Si le maximum d'unité d'action et de volonté est réalisé dans la gestion du pays. Si, à la tête du mécanisme qui vient d'être créé, se trouve un groupe d'hommes mus par les mêmes convictions, unis sur le même programme, unis dans leur intelligence des tâches et de la tactique de la classe ouvrière — si, en un mot, ces hommes forment un parti politique. Que ce parti s'appelle « syndicaliste-révolutionnaire » — nous pensons, quant à nous, qu'il s'appellera parti communiste — peu importe : ce sera un parti et il exercera la dictature de la classe ouvrière, parce que la classe ouvrière doit l'exercer de façon ou d'autre.

Un examen attentif de la question nous amène donc à conclure que les syndicalistes-révolutionnaires négateurs de la dictature et de l'Etat ouvrier, nient par là même la révolution. C'est l'indice d'une profonde incompréhension du mécanisme de la lutte sociale et d'une conception purement métaphysique de la lutte des classes. La lutte des classes n'est pas une vague tourmente, elle a des formes définies, elle doit amener des résultats concrets, bien précis ; quand la classe ouvrière remporte la victoire elle doit donner à cette victoire des formes organisées. Ces formes constituent ce que nous appelons l'Etat ouvrier, l'Etat de la période de transition. Quand les classes seront abolies, quand cessera la résistance des exploités, les organes de répression et de domination disparaissant, il ne restera que ceux de la production et de la répartition : nous serons entrés dans la société communiste.

Ainsi se pose, en cas de subversion de la bourgeoisie, la question de la dictature du prolétariat. Nous avons supposé que cette subversion serait l'œuvre des organisations syndicalistes : mais il faut dire que celles-ci, tant qu'elles n'auront rien appris de la révolution russe, tant qu'elles lutteront contre toute dictature, ne seront pas dangereuses pour la bourgeoisie. La métaphysique anarchiste n'est pas redoutable aux classes dirigeantes et j'ai bien peur que ma supposition d'un renversement du capitalisme par les syndicalistes-libertaires, qui obligerait ces derniers à former l'Etat ouvrier, ne soit jamais qu'une supposition gratuite : car la tactique de ces syndicalistes-libertaires n'est pas celle des victoires du prolétariat, mais celle de ses défaites.

A. LOSOVSKY.

# Les Problèmes Économiques de la Dictature Prolétarienne

*La librairie de l'Humanité met en vente, cette semaine, un nouveau volume de la Bibliothèque Communiste : la Dictature du Proletariat, par notre camarade Eugène Varga, ancien professeur à l'Université de Budapest (si nous ne faisons pas erreur) et ancien commissaire du Peuple de l'éphémère République des Soviets de Hongrie (mars-juillet 1919).*

*Varga, qui est un économiste particulièrement averti, n'étudie pas la dictature du prolétariat en soi, mais dans ses rapports avec l'économie politique. Il base ses recherches aussi bien sur l'expérience (avortée) qui a été faite en Hongrie de la dictature prolétarienne que sur l'expérience (réussie) qui en est faite en Russie.*

*Trois préfaces ouvrent ce livre, dont la traduction a été faite par Alzir Hella et O. Bournac. Elles expliquent, avec lucidité, le dessein poursuivi par l'auteur. Nous les publions ici de manière à inculquer à nos amis le désir de lire entièrement l'ouvrage d'Eugène Varga.*

## Préface de la Première Édition

« Les Révolutions bourgeoises, comme celles du dix-huitième siècle, se précipitent de succès en succès ; leurs effets dramatiques sont comme des surenchères ; les hommes et les choses semblent saisis d'un tourbillon de feu ; l'extase emporte tous les esprits ; mais ces Révolutions sont de courte durée ; elles ont vite atteint leur point culminant, et un long marasme s'empare de la société avant qu'elle n'ait appris à s'approprier, de sang-froid les résultats de sa période de tumultueuse tourmente.

« Au contraire, les Révolutions prolétariennes, comme celles du dix-neuvième siècle, font constamment elles-mêmes leur propre critique, interrompent continuellement leur marche, reviennent sur ce qui paraissait définitivement fini, — pour le recommencer à nouveau, — raillent avec un cruel acharnement les insuffisances, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, ont l'air de ne renverser leur adversaire que pour qu'il prenne au contact du sol de nouvelles forces et pour qu'il se dresse devant elles plus gigantesques encore, enfin reculent sans cesse avec épouvante devant l'immensité de la tâche infinie qu'elles poursuivent, jusqu'à ce que soit créée la situation qui rend impossible tout retour en arrière... »

(Karl MARX : *Le XVIII Brumaire de Louis-Napoléon.*)

Minée par ces chefs ouvriers qui « reculaient de peur devant l'immensité de leur propre tâche », abandonnée par les prolétaires des États voisins, la République des Soviets de Hongrie, — cette vague triomphante déferlant sur l'Occident, à la pointe extrême de la mer de flammes de la Révo-

lution russe, — succomba dans la lutte contre la soldatesque roumaine et tchèque, appuyée par toutes les puissances impérialistes. Les chefs les plus exposés, prévoyant l'inéluctable réaction historique de la Terreur Blanche, quittèrent le pays et trouvèrent en Autriche un piteux asile.

Interné au château de Karistein, privé de toutes communications avec le monde extérieur, j'ai eu, six mois durant, temps et loisir pour méditer sur les « insuffisances, les faiblesses et les misères de la première tentative ». Cet ouvrage est le fruit de cette méditation. Il porte la marque de son origine : je n'avais à ma disposition que très peu de livres et aucun document statistique. J'ai dû travailler, — et parfois même citer, — de mémoire. De là de légères inexactitudes...

Poursuivi par les sbires de la Terreur Blanche maitresse de la Hongrie, inculpé de meurtre, de pillage et de fabrication de fausse monnaie, calomnié par la presse capitaliste de tout l'univers, abandonné par nombre de bons camarades d'autrefois, — que la dure réalité de la lutte prolétarienne des classes rejetait avec effroi vers l'idylle de la démocratie bourgeoise, — je déclare, en dépit de la défaite, ouvertement et catégoriquement, QU'IL N'Y A PAS D'AUTRE CHEMIN POUR PARVENIR A LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

Les modalités de cette dictature peuvent être diverses : il y aura, probablement, des pays où ce n'est pas le système russe des Soviets, mais un autre système d'organisation prolétarienne qui sera la base de la dictature. Il y aura peut-être des pays où même le parlementarisme sera conservé dans la période dictatoriale. Et il y aura, — nous osons l'espérer, — des pays où la dictature s'accomplira sans terrorisme. Il serait insensé de vouloir prédire les modalités que comportera le devenir historique d'un ordre social nouveau ; mais sans une dictature du prolétariat, — c'est-à-dire sans un état de transition dans lequel le prolétariat constitue la classe dominante et règle la politique du pays, à l'exclusion de toutes les autres classes de la société capitaliste (1), — le passage du capitalisme au socialisme est impossible.

Cette conviction, que Karl Marx exprimait déjà il y a un demi-siècle, se propage — malgré la chute rapide de la dictature en Finlande, en Bavière et en Hongrie — extrêmement vite. En Allemagne, le parti social-démocratique indépendant a adopté à l'unanimité, lors de son dernier con-

(1) Tel est le sens exact de la notion de « dictature du prolétariat », et non pas, comme Kautsky le donne à croire, « une politique d'oppression... qui se libère... des liens législatifs qu'elle a elle-même créés... un état d'arbitraire qui, de par sa nature même, ne peut être exercé que par un très petit groupe... ou par un seul individu... » C'est là la définition de la tyrannie, de la dictature en général, mais non pas celle de la dictature du prolétariat — qui est la forme transitoire d'Etat dans laquelle domine seul, politiquement parlant, le prolétariat en tant que classe, de même que la démocratie bourgeoise est la forme d'Etat où la bourgeoisie possède la domination exclusive. La « dictature du prolétariat » ne signifie pas « se libérer des liens législatifs par soi-même créés ». Au contraire, plus toutes les lois sont strictement observées, plus l'exercice de la dictature a de fermeté et plus est courte la période pendant laquelle elle est une nécessité historique.

grès, ce principe d'action. En Italie, le Parti socialiste a remporté avec ce programme, aux élections, une superbe victoire. En Angleterre et en Amérique, le mouvement ouvrier revêt des formes qui sont très proches de l'idée et des méthodes de la dictature. Les énormes succès militaires de la République des Soviets en 1919, la dissolution de toutes les armées contre-révolutionnaires en Russie, montrent que le principe de la souveraineté du prolétariat a pris solidement racine dans l'âme de la majorité de la population russe politiquement active et qu'il est devenu par là invincible.

Or, il est impossible, à la longue, que capitalisme et socialisme coexistent l'un à côté de l'autre. Il est impossible que le prolétariat allemand anglais et américain, qui constitue dans chacun de ces pays la majorité absolue de la population, supporte éternellement avec placidité le joug du capitalisme si en Russie le régime prolétarien non seulement subsiste, mais encore, comme l'ont montré les derniers événements, se fortifie militairement, économiquement et intellectuellement. Ou la Russie prolétarienne doit périr, ou le prolétariat des autres pays capitalistes doit s'emparer également de l'hégémonie politique.

J'ai foi dans le triomphe de la Révolution, parce que le capitalisme, — comme je l'explique dans le premier chapitre de cet ouvrage, — est incapable de procurer au prolétariat cette élévation positive du *standard* de vie qui seule pourrait traverser son élan révolutionnaire. C'est cette conviction que la Révolution prolétarienne est inévitable qui m'a engagé à publier cet écrit, si incomplet et si plein de lacunes qu'il puisse être. Peut-être contribuera-t-il, pour sa modeste part, à abrégé « les douleurs de l'enfantement de la société nouvelle ».

Mon travail n'est rien moins qu'un ouvrage d'agitation ou de justification. Je dévoile sans peur toutes les fautes que nous avons commises pendant la dictature des Soviets en Hongrie ; j'indique dans chaque cas si les décisions prises furent réellement exécutées ou si elles n'existèrent que sur le papier.

Loin de moi aussi l'intention de donner des « recettes » aux prolétaires des autres pays. Ce serait là une naïveté réprochée par l'Histoire. Mon dessein est celui-ci : exposer les problèmes généraux de la politique économique de toute dictature du prolétariat, envisager les solutions théoriquement possibles, et puis décrire les résultats des tentatives que nous avons faites en Hongrie pour résoudre ces problèmes. La connaissance de ces réalités ne peut être que profitable au prolétariat de tous les pays. A chacun d'eux de voir quel parti il peut tirer de l'expérience acquise en Hongrie...

Quelques mots sur la méthode. C'est celle du marxisme. De même que, méthodologiquement, Karl Marx partait de cette hypothèse que le régime de production capitaliste était seul en vigueur, et qu'il n'accordait que peu d'attention aux vestiges du système économique féodal, le point principal est ici, naturellement, l'essor des formes nouvelles de l'économie ; ces formes qui, nées au sein du capitalisme, n'ont fait, sous le régime de la dictature, que se développer, tout en se dépouillant de leur caractère d'antagonisme.

La vie économique de la période de dictature est divisée en deux parties. A côté du communisme prolétarien subsistent les traces du système individualiste. Ces dernières disparaissent lentement et font place au système communiste. C'est là le stade suprême de la dictature du prolétariat. Il n'y a plus alors ni prolétaires, ni bourgeois, il n'y a plus qu'une communauté d'hommes cultivés travaillant librement..

On suppose par là qu'avec la disparition de la propriété privée disparaît aussi l'idéologie cupide-ment égoïste corrélative à cette forme de propriété. La nécessité du prolétariat ne peut être pas avec la disparition de la propriété privée des moyens de production, mais seulement avec la disparition de l'idéologie capitaliste, cupide-ment égoïste. La dictature du prolétariat ne peut être remplacée par le socialisme que quand la transformation idéologique est terminée, c'est-à-dire quand la mentalité cupide-ment égoïste propre au capitalisme a également disparu. Cela demandera bien une génération.

En étudiant sans parti pris le développement de la dictature des Soviets en Hongrie, il apparaît d'une façon générale que, dans les périodes révolutionnaires, il faut accorder à l'idéologie une importance bien plus grande que ne le croient un grand nombre de marxistes. Le péril, pour la durée du régime prolétarien, est bien moins dans la résistance active que font les classes dirigeantes qui viennent d'être dépossédées et en qui s'exprime une juste compréhension de leurs intérêts de classe, que dans la résistance passive de larges couches du prolétariat lui-même, lequel ne peut se dégager de l'idéologie étrangère que lui a imposée le système d'oppression intellectuelle de l'Etat capitaliste. Cette grande importance de l'idéologie et des agissements politiques qui en dérivent nous a amené, en traitant des problèmes économiques, à y incorporer sans cesse, comme des facteurs décisifs, la politique et l'idéologie. S'en tenir strictement aux faits purement économiques eût donné un tableau mieux délimité, sans doute, mais plus éloigné du réel...

J'ai eu dans mon travail l'assistance de mes compagnons d'internement. Je dois notamment à Bela Kun et à Jules Lengyel nombre de précieuses indications ; qu'ils reçoivent l'expression de ma plus cordiale gratitude.

Karlstein, le 10 janvier 1920.

## Préface de la Deuxième Édition

*Habent sua fata libelli...* Les livres ont leur destinée. La destinée du mien a été d'être utilisé par la presse capitaliste et social-démocratique pour ses campagnes contre le bolchevisme. Des phrases détachées, recousues ensuite sous forme d'articles, ont fait le tour de cette presse-là, depuis le *Pravda Lidu* jusqu'au *Temps*, pour descendre encore jusqu'aux plus misérables feuilles de choux de la presse allemande qui se sont donné pour objectif professionnel l'anéantissement des communistes.

Comment remédier à cela ? J'y ai longuement réfléchi ; j'ai relu mon ouvrage avec attention et, finalement, j'ai trouvé qu'il serait plus nuisible d'y changer, même une seule phrase, sous prétexte qu'on pourrait s'en servir comme d'une arme contre le communisme. Ou bien faudrait-il que je dissimule à l'avant-garde du prolétariat le fait que la période initiale de la dictature est une époque de combats les plus durs ? Combat contre la bourgeoisie vaincue, mais qui se défend toujours opiniâtrement, et combat contre la mentalité vacillante ou hostile des paysans ; combat contre l'inexpérience du prolétariat dans le maniement de la puissance publique et, ce qui est encore plus grave, combat contre la mentalité bourgeoise, contre la « survivance de l'idéologie » au sein même du prolétariat victorieux ? Faudrait-il donc que je cache toutes les difficultés que nous avons rencontrées, afin de ne point intimider les travailleurs avant la bataille ? Jamais de la vie ! Les ouvriers qui ne se font communistes que dans

l'espoir d'une amélioration immédiate de leur situation, laisseront en plan la dictature à la première difficulté venue. Nous l'avons bien vu en Hongrie ! La dictature a besoin d'une garde ouvrière à l'épreuve des vicissitudes du sort, qui brave tous les obstacles et qui fasse bloc en un Parti Communiste fortement discipliné ! Des gens à qui l'on ne pourrait pas indiquer les difficultés qui viennent parce que cela leur enlèverait le courage de la lutte, ne sauraient être que l'enjeu, mais non les champions de la lutte des classes qu'exige la révolution...

Voici un an que mon livre est écrit. J'ai passé les cinq derniers mois en Russie à étudier les choses de ce pays. Si j'avais aujourd'hui à écrire ce livre, je pourrais déjà, sur plus d'un point, apporter une solution définitive à raison même de l'expérience acquise en Russie et dont, alors, je n'avais pas connaissance. Mais, même aujourd'hui, je n'aurais à écrire rien d'essentiellement différent. Et je suis heureux de pouvoir noter que ce facteur psychique auquel j'attachais une importance particulière — la mentalité conservatrice des masses ouvrières, la *survivance de l'idéologie* en face du bouleversement des bases économiques, — a été également constaté par nos camarades russes les plus marquants : « La dictature du prolétariat, écrit Lénine, dans la *Maladie infantile du Communisme*, est la guerre la plus dure, la plus violente, la plus implacable, que la classe nouvelle mène contre le plus redoutable des ennemis : la bourgeoisie..., dont la puissance ne réside pas seulement dans la puissance du capital international, dans la force et la solidité des appuis internationaux que possède la bourgeoisie, mais aussi dans la *puissance de l'habitude*... »

Trotsky (*Terrorisme et Communisme*) signale encore plus nettement ce fait de la survivance de l'idéologie : « La structure sociale du peuple retarde beaucoup sur le développement de ses forces productives... La conscience des masses, de son côté, reste extrêmement en retard sur le développement de l'état social ; la conscience des vieux partis socialistes retarde de toute une époque sur l'opinion des masses, et la conscience des vieux leaders parlementaires et trade-unionistes, laquelle est encore plus réactionnaire que la conscience de leur parti, représente un noyau rigide que jusqu'à l'heure présente, l'Histoire n'a pu ni digérer, ni éliminer ».

Quant aux problèmes que j'ai traités dans ce livre, je dois dire ceci : la dictature du prolétariat a, il est vrai, soulevé en Russie *encore* de nouveaux problèmes (transports, concessions), mais tous les problèmes que j'examine sont d'une importance capitale, même pour la Russie prolétarienne. Bien qu'il existe une énorme différence entre la petite Hongrie, avec sa dictature s'y éfaiblissant pacifiquement, et la gigantesque Russie, toute bouleversée par la Révolution, le fait même de la dictature a, dans les deux pays, soulevé des problèmes absolument identiques et conduit à d'identiques tentatives de solutions. Je vais maintenant essayer d'esquisser, très brièvement, ce que les derniers développements historiques comportent de matière nouvelle à ajouter à la matière de ce livre. J'espère, au bout d'une année, être en mesure de donner, dans un ouvrage particulier, une exposé détaillé de l'économie et de la politique économique de la Russie.

La *crise du capitalisme* se poursuit sans changement. Tous les efforts faits par les capitalistes pour amener les ouvriers à accroître leur rendement n'ont qu'un succès temporaire. Une nouvelle vague de grèves balait tout devant elle. La

crise d'après-guerre du capitalisme européen est encore aggravée par la crise de surproduction qu'il y a en Amérique.

La *crise des matières nécessaires à la vie* est, en Russie, déjà résolue en partie. La bonne organisation de l'administration des vivres permet d'approvisionner comme il convient les grands centres industriels, — Pétrograd, Moscou, Iwanowo, Wosnesensk, etc. Par contre, le pays souffre de la pénurie de produits manufacturés. La longue guerre civile a, naturellement, beaucoup contribué à ralentir le développement de l'économie communiste et, par conséquent, à retarder la fin de la crise des matières nécessaires à la vie.

La question de la *discipline du travail* et de l'accroissement du rendement du travail est aujourd'hui encore un des problèmes les plus importants et les plus ardemment discutés de la Russie, notamment en connexion avec la question du rôle des syndicats dans l'Etat prolétarien. La guerre, qui a retenu sur le front la majeure et la meilleure fraction des membres du Parti Communiste, a retardé la solution *définitive*, qui est la transformation de l'idéologie des masses ouvrières, l'avènement d'un esprit communiste correspondant aux fondements de l'économie communiste et l'avènement d'une nouvelle discipline du travail basée sur cet esprit. Tout le reste : salaire à forfait, normalisation du travail de l'ouvrier, primes en argent et en nature, militarisation du travail, ce ne peut être que des mesures transitoires permettant de maintenir le niveau de la production pendant l'époque nécessaire à la transformation des idéologies. La rénovation idéologique est en marche. Ses progrès et tout le développement économique de la Russie dépendent désormais de ceci : le prolétariat international est-il assez fort et assez conscient de lui-même, en tant que classe, pour empêcher, d'abord, une nouvelle attaque militaire des impérialistes contre la Russie des Soviets, mais aussi pour dégager, par la constitution de républiques soviétistes, la Russie de l'isolement économique où elle se trouve, et pour lui assurer les avantages de la division du travail entre les nations ? A ce point de vue, *l'établissement en Allemagne d'une République des Soviets serait, tout spécialement d'une importance décisive*. Car l'Allemagne produit, précisément, les instruments dont la Russie a besoin, avant tout, pour l'exploitation de ses énormes richesses en matières premières et en denrées alimentaires : Locomotives, machines de toute espèce, tracteurs et machines agricoles pour la mise en valeur des immenses terrains qui restent en jachère, dynamos pour l'achèvement des gigantesques installations électriques qui se trouvent en construction, produits chimiques et pharmaceutiques, ingénieurs et organisations que possède l'Allemagne, voilà ce qu'il faudrait à la Russie. Les statistiques du commerce extérieur d'avant-guerre montrent l'énorme importance des transactions entre l'Allemagne et la Russie. Réunies, la Russie et l'Allemagne peuvent tenir tête au monde entier.

La *question agraire* en Russie a traversé, au cours de ces trois dernières années, diverses phases : expropriation révolutionnaire des grands domaines fonciers par la collectivité de la population paysanne, nivellement des fortunes villageoises, grâce à l'action du *Comité des Pauvres du Village*, incorporation de l'économie paysanne dans l'économie communiste par le *système du contingentement* des fournitures et par un grand développement du système du troc. Enfin, voici la dernière phase : standardisation de l'économie paysanne par la constitution d'un Office public

des ensemencements, détermination pour toutes les plantes de l'étendue des superficies à cultiver, application obligatoire de certains perfectionnements agricoles sous la direction et avec l'assistance d'agronomes de l'Etat. A côté de cela se poursuit la reconstitution de la grande culture, sous forme de domaines nationaux et de syndicats de culture, formés entre les paysans et les communes (colonies agricoles avec travail et consommation communistes).

Toutes ces phases n'ont pas encore été parcourues par la totalité de la Russie ; et je crois que, dans les pays d'Europe où, comme en Allemagne, le prolétariat l'emporte numériquement, certaines d'entre elles peuvent être laissées de côté.

La solution du problème financier est parvenue à un stade avancé. Bien que la masse du papier-monnaie en circulation augmente de jour en jour, bien que l'Etat jette sur le marché toujours de nouveaux milliards, l'élimination de l'argent est en pleine voie de réalisation. Dans la comptabilité des entreprises publiques, l'argent a complètement disparu. Les ouvriers reçoivent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920, tous les produits alimentaires sans payer. Il n'y a plus d'impôts. Les chemins de fer et les tramways transportent gratuitement marchandises et voyageurs. Il y a déjà un grand nombre de gens — tous ceux qui sont nourris et logés dans des institutions d'Etat, — qui, pendant des semaines, n'ont pas un centime entre les mains. L'économie communiste exclut complètement l'argent du système des transactions ; le pouvoir d'achat de l'argent n'intéresse plus que les gens qui vivent, totalement ou en partie, en dehors du régime communiste. Le temps viendra bientôt où il sera tout à fait indifférent pour l'économie communiste de savoir quelle quantité de denrées restées en dehors du monopole de l'Etat les paysans sont disposés à donner, en échange de ces vignettes en couleur qu'est le papier-monnaie. L'élimination de la monnaie est déjà si avancée que le calcul en argent de la valeur relative des richesses produites dans les entreprises étatiques est, à l'heure actuelle, devenu impossible. La Russie est sur le point de commencer pratiquement le calcul des valeurs en heures de travail (1). Si l'on réussit dans un pays à instaurer la dictature sans provoquer une longue guerre, il sera possible, là aussi, — sans qu'il se produise la dévalorisation presque complète de l'argent qui a eu lieu en Russie, — d'aboutir à exclure l'argent de l'économie communiste, c'est-à-dire à le remplacer par des bons représentatifs des heures de travail effectuées.

Cependant, tout le cours des développements économiques dépend des progrès de la révolution mondiale. Plus il y a d'Etat déjà passés de la dictature de la bourgeoisie à celle du prolétariat, et plus facilement s'opérera le passage de l'économie capitaliste et individualiste à l'économie prolétarienne et communiste. Et ceux qui se désespèrent sur les difficultés économiques que rencontre la Russie est le champion isolé qui, à lui tout seul, lutte depuis trois ans contre tout l'univers capitaliste pour l'affranchissement de l'humanité. La tâche imposée à la Russie a été trop lourde. Il est grand temps que la révolution internationale se propage pour mettre fin à l'isolement de la Russie.

Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la Russie ; ce n'est pas même, en première ligne, dans

(1) De très intéressants travaux préliminaires sont systématiquement poursuivis sur ce terrain-là. Des travaux scientifiques dus à H. Strumilin, Pritzmann et autres ont assez bien éclairé le côté théorique de la question.

son intérêt ; l'absence d'une aide internationale ne peut pas réduire le prolétariat russe à s'effondrer, comme cela a été le cas de la petite Hongrie des Conseils. Mais le danger, c'est que la Russie ne puisse plus jouer le rôle de moteur de la révolution internationale. Car, on ne doit pas le laisser ignorer : il y a en Russie des communistes qui, fatigués d'avoir si longtemps attendu la révolution européenne, voudraient finalement s'arranger sur la base d'un isolement de la Russie. Cela signifierait : paix avec les impérialistes, échange régulier de marchandises avec les pays capitalistes et concessions de diverses sortes ; abandon de la propagande à l'étranger, pour satisfaire certaines exigences des puissances impérialistes. De cette manière se créerait un nouveau type d'Etat, dans lequel, sur la substruction d'une vaste masse paysanne, la classe ouvrière exerce le pouvoir. Cet Etat échangerait l'excédent de ses denrées alimentaires et de ses matières premières contre les produits du monde capitaliste, et de cette façon il contribuerait indirectement à la consolidation de l'ordre capitaliste. Cette tendance, qui désirerait stabiliser l'Etat prolétarien de Russie, et son économie prolétarienne, en le laissant isolé au milieu du monde capitaliste, est, aujourd'hui, encore faible et peu importante. Mais elle peut devenir forte, si la Russie prolétarienne reste encore isolée pendant longtemps. Il est certain que les pays capitalistes pourraient vivre en relations de voisinage pacifique avec une Russie qui considérerait la révolution sociale dans les autres pays comme une affaire qui lui est étrangère, et qui accepterait de participer paisiblement à l'échange international des marchandises.

Je suis loin de croire qu'une pareille immobilisation de la Russie révolutionnaire puisse arrêter la marche de la révolution mondiale ; mais elle la ralentirait. Il peut se faire que l'occasion extrêmement favorable qui est actuellement fournie par la période d'ébranlement du capitalisme soit manquée. Dans ce cas, la lutte des classes oscillera longtemps encore, sans résultat décisif, jusqu'à la prochaine guerre générale entre les vainqueurs d'aujourd'hui : Amérique, Japon et Angleterre...

Il y a péril en la demeure !

Moscou, 3 janvier 1921.

## Préface de l'Édition Française

Il peut sembler étonnant aujourd'hui, plus de deux ans après la chute de la République hongroise des Conseils, de publier, en langue française, un livre traitant spécialement des expériences de ladite République. La dictature ouvrière a pris fin depuis longtemps, mais la Terreur Blanche, toujours sévissante en Hongrie, montre que, malgré sa courte durée, la République des Conseils a profondément impressionné les classes dirigeantes de l'Europe occidentale. Nous disons les classes dirigeantes d'Europe, car il est évident que, sans l'appui bienveillant des classes dirigeantes de l'Europe occidentale, et avant tout de la France, le régime de la Terreur Blanche en Hongrie ne pourrait durer.

Mais ce ne sont point ces raisons qui justifient la parution de notre livre. Ce qui donne à cet ouvrage une valeur historique, c'est que les expériences du gouvernement des Conseils hongrois, dans le domaine de l'organisation économique, représentent l'unique parallèle des expériences de la Russie Rouge. C'est seulement en mettant sur un même plan, pour les comparer, les expériences des deux pays qu'il est possible de voir ce qui est

spécifiquement russe dans les événements présents de Russie et de juger quels sont les problèmes appelés à se répéter dans toute dictature, parce qu'appartenant à la dictature même et naissant avec elle. Car, bien que la République hongroise des Conseils n'ait duré que quatre mois et demi, elle permet cependant une comparaison, précisément parce que, grâce à l'étendue restreinte de la Hongrie, maintes phases de son développement ont été parcourues plus vite qu'en Russie. Il va sans dire qu'il eût été préférable de recomposer entièrement le livre en prenant comme base les expériences russes. Mais le temps me manque et, de plus, j'ai l'intention d'écrire un livre traitant spécialement de l'administration et de l'économie de la Russie des Soviets. La difficulté en ceci est que tout y est toujours en évolution, alors que les expériences hongroises forment, hélas ! un tout achevé.

Maintenant, venons-en à la Russie. Dans la préface de la seconde édition de ce travail, j'ai exposé les traits principaux du développement de l'économie russe jusqu'en janvier 1921. Déjà, le lecteur y remarquera, assez clairement indiqué, le grand changement qui s'est opéré dans l'économie soviétique au cours de cette année. A ce sujet, nous sommes avant tout obligés d'appuyer sur le fait que la chute de la République hongroise des Conseils et l'orientation nouvelle de l'économie russe sont dues à une seule et même cause : l'isolement dans lequel ont été tenues les deux républiques soviétiques. L'isolement de la Hongrie des Conseils a eu pour suite la chute complète du régime nouveau ; l'isolement de la Russie soviétique n'a pas conduit et ne pourra jamais conduire à la chute du gouvernement des Conseils, mais il a obligé les camarades russes à dévier de la ligne droite conduisant à l'établissement d'une économie communiste, et — ainsi que le dit Lénine — à faire plusieurs pas en arrière.

L'isolement de la Russie Rouge a permis aux contre-révolutionnaires, soutenus par les capitalistes de partout, de porter la guerre, renouvelée d'année en année, dans tout le pays ; il a contraigné le prolétariat russe d'employer dans l'armée le meilleur de ses forces pour écraser le mouvement contre-révolutionnaire ; il a enlevé à la Russie la possibilité de profiter de la production économique mondiale, d'acheter à l'étranger les moyens de production que de tous temps elle s'y est procurés ; il a nourri sans cesse dans les rangs de la bourgeoisie l'espérance de pouvoir renverser, avec l'aide des capitalistes étrangers, le gouvernement prolétarien ; en un mot, il a empêché la marche de la reconstruction économique russe. Pendant ce temps, des changements se produisaient dans l'état des classes en Russie. Du prolétariat rural d'autrefois naquit, grâce au partage du sol — qui était dans les circonstances données le seul moyen d'intéresser les paysans pauvres au maintien de la dictature — la classe des paysans moyens qui, d'un sol à eux à l'aide des moyens de production leur appartenant par leur propre travail, tiraient leur subsistance.

D'après la conception primitive du système économique russe, les paysans devaient livrer leur excédent entier de vivres pour l'alimentation de l'armée et de la population urbaine. Par contre, l'Etat avait à charge de les pourvoir de tous les objets industriels nécessaires. Pendant la guerre, le pouvoir des Soviets prit toutes les mesures pour que fût exécutée rigoureusement la première partie de ce programme. Mais, d'autre part, la guerre rendit impossible à la grande industrie toute nouvelle production et, par conséquent, ne

permettait point au nouveau régime de fournir aux paysans les objets industriels espérés. Le résultat de cette situation fut que rien ne poussait plus les millions et les millions de paysans russes à produire des vivres en excédent. Ce que j'ai appelé dans mon livre « Tendance au retour de l'économie primitive » s'affirma très fortement en Russie : la superficie cultivée fut réduite ; les produits de la terre diminuèrent d'année en année ; les cultures spéciales à la Russie disparurent presque complètement. Et quand la guerre prit fin, les millions de paysans russes manifestèrent clairement qu'ils n'étaient pas satisfaits de la politique économique poursuivie.

Le Parti Communiste russe, comme parti dirigeant du pays, avait à résoudre la question suivante : ou conserver pure l'idée communiste et perdre la puissance politique — car contre la volonté unie des masses paysannes la dictature du prolétariat, diminué et affaibli par la longue guerre soutenue et l'émigration, au village, n'aurait pu résister ; ou bien, comptant avec l'isolement dans lequel se trouvait le prolétariat russe, maintenir le pouvoir prolétarien d'une façon conforme à la réalité de la situation. Nul doute que, dans l'intérêt de la révolution mondiale, il soit incomparablement plus avantageux pour le prolétariat d'un pays de 150 millions d'habitants de garder le pouvoir que de conserver dans sa pureté l'idée communiste en perdant ce pouvoir, acquis au prix de tant de difficultés, préparant par là même la voie à la réaction mondiale. Car les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam eux-mêmes, qui avaient déversé dans le monde tant de calomnies sur la Russie des Soviets, n'en furent pas moins obligés de reconnaître, dans leur appel en faveur des victimes de la faim, que la chute de la République russe des Conseils aurait comme conséquence l'envahissement du monde par la réaction.

Le caractère du changement qui s'est opéré dans l'économie russe, on peut l'esquisser brièvement de la façon suivante : au lieu du monopole des vivres, l'établissement de l'impôt en nature. Celui-ci rend au paysan le stimulant qui le fera travailler à l'élevation de sa production, car une fois l'impôt en nature versé, le travailleur de la terre peut disposer à sa guise de l'excédent de ses produits. Pour le paysan, l'excédent de production n'a de signification que s'il peut en obtenir les articles manufacturés dont il a besoin. Il était indispensable que ceci lui fût rendu possible. Et puisque la grande industrie étatisée se trouvait momentanément, à la suite de la guerre, à la suite du manque de vivres, de combustibles et de machines autrefois importées, dans l'incapacité de produire les objets réclamés par le paysan, la liberté de la petite industrie et du commerce local devait être rétablie.

Ce qui signifiait naturellement la possibilité d'une renaissance capitaliste. L'inauguration du système d'affermage des petites usines nationalisées, qui eut lieu en même temps, fut dictée par les mêmes considérations. Il se trouva que l'étatisation fut poussée tellement loin qu'elle dépassait, par son étendue, les capacités d'organisation et d'administration d'un prolétariat affaibli par la guerre et la lutte contre-révolutionnaire. L'immense superficie de la Russie, la déféctuosité des moyens de communications et la difficulté d'entrer en rapports, la dissémination de la population, rendaient pénible l'organisation du système économique. La production locale était entravée par la centralisation exagérée.

Grâce à l'affermage des usines de petite impor-

tance, on arriva tout d'abord à ce résultat qu'il fut possible au paysan de se procurer sur le marché libre les articles industriels dont il avait besoin ; d'autre part, on put concentrer, sur les branches les plus importantes de la grande industrie, les forces d'organisation du prolétariat éparpillées dans le pays entier. Simultanément, un esprit d'organisation plus souple se fit sentir dans les exploitations demeurées sous la dépendance directe de l'Etat, les liens du centralisme bureaucratique se relâchèrent. Enfin, on essaya aussi d'obtenir des capitalistes de l'extérieur les instruments nécessaires au relèvement de la production : d'une part, sous la forme de concessions, par l'abandon à ces capitalistes de richesses naturelles et d'entreprises ; d'autre part, sous la forme de crédits d'Etat. Toute cette évolution fut précipitée par les mauvaises récoltes de 1920 et surtout de 1921, dont la Russie eut tant à souffrir.

De cette façon, la Russie est aujourd'hui arrivée à un point que les social-démocrates se plaisent à désigner dans leur programme comme le point de départ de la transformation sociale. L'Etat prolétarien reste en possession des branches de l'économie « mûres » pour la socialisation : les mines, l'industrie lourde, les grandes exploitations en général, les moyens de transport, les finances et le commerce extérieur.

Mais il importe de déclarer bien haut qu'il existe une différence absolue entre la politique d'un prolétariat qui, en pleine possession du pouvoir, est amené, sous la pression des événements, à réduire, dans une certaine mesure, son programme d'étatisation et la politique qui consisterait à débiter par l'application d'une étatisation imitée. Les expériences des gouvernements social-démocrates d'Allemagne, d'Autriche, de Tchéco-Slovaquie, de Hongrie ont clairement démontré que toute socialisation est impossible aussi longtemps que le pouvoir politique reste en possession de la classe capitaliste. Pour qu'une expropriation des moyens de production soit possible, il est indispensable avant tout d'arracher la puissance politique des mains de la classe bourgeoise.

Aussi longtemps qu'elle détiendra le pouvoir, jamais la bourgeoisie ne traitera d'égal à égal avec le prolétariat. Si « mûre » pour l'expropriation que puisse être une branche économique, toujours la bourgeoisie s'opposera à cette expropriation, si elle en a la force. C'est donc là pur bavardage, qui n'a rien de commun avec le marxisme historique, lorsque les social-démocrates soutiennent que le prolétariat russe aurait dû commencer où il est maintenant arrivé. Aucune expropriation ne peut être menée à bien, aucun socialisme n'est possible sans avoir au préalable brisé complètement toute résistance de la bourgeoisie sur le terrain politique.

Si donc, le pouvoir de la bourgeoisie doit nécessairement être brisé — ce qui signifie qu'il faut également nationaliser telles branches de l'économie et telles exploitations qui eussent mieux fait, laissées aux mains des capitalistes — ceci ne veut pas dire qu'un abandon partiel de ces conquêtes soit inévitable. La Russie a été obligée d'adopter sa nouvelle politique uniquement à la suite de l'isolement dans lequel on l'a abandonnée. Si la Révolution mondiale avait fait de plus grands pas, si les ouvriers de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale eussent été, eux aussi, en mesure d'établir dans leur pays la dictature du prolétariat, jamais la Russie n'en serait venue là.

Car, alors, elle n'eût pas été obligée de faire la guerre des années durant ; elle ne se verrait pas

contrainte, à l'heure actuelle encore, de laisser improductif le meilleur de ses forces en l'employant à la constitution d'une armée de défense. Depuis longtemps, les éléments contre-révolutionnaires russes auraient perdu tout espoir d'arriver au renversement par la force du gouvernement des Soviets. Et celui-ci, depuis longtemps également, aurait pu recevoir des républiques industrielles de l'Europe occidentale les machines et les moyens de production indispensables au relèvement de l'industrie russe et à l'approvisionnement, en objets manufacturés, de tous les paysans de Russie.

C'est pourquoi il y a un pur non-sens, auquel s'ajoute parfois la malveillance, dans le reproche fait aux camarades russes d'avoir consenti à des concessions que leur dictait la situation.

Un reproche, on pourrait l'adresser — si cela avait, en somme, une signification historique — au prolétariat de l'Europe centrale et orientale : celui d'avoir fait montre d'indolence dans la continuation de la révolution prolétarienne.

Dans ces conditions, un devoir concret se dégage pour le prolétariat français en particulier. Toutes les tentatives d'invasion criminelles dirigées contre la Russie des Soviets par les divers généraux contre-révolutionnaires et aussi par la Pologne furent financées par des capitalistes français. Les gouvernements bourgeois de France approvisionnèrent d'armes, de munitions et d'instruments de guerre de toutes sortes les Koltchak, Denikine, Wrangel, ainsi que la Pologne. Les prolétaires français ont forgé des armes avec lesquelles on a combattu les prolétaires russes ; des cheminots français ont transporté ces instruments de meurtre ; des officiers français ont commandé les armées blanches ; la France a été et reste le soutien le plus solide de toutes les entreprises guerrières dirigées contre la République russe des Soviets. Au prolétariat français incombe le devoir minimum d'empêcher sa propre bourgeoisie d'organiser toute nouvelle lutte contre la Russie soviétique.

Le prolétariat français a pour le moins le devoir négatif de veiller à ce que, pendant la période présente de contre-révolutionnarisme, la Russie jouisse d'une pause de respiration en vue de son relèvement économique. Aucune arme ne doit plus être forgée contre la République des Soviets ; aucun transport d'instruments de meurtre ne doit plus être effectué ; aucun argent français ne doit plus être donné aux gardes-blancs. Nous disons devoir minimum : car le devoir positif du prolétariat français serait de renverser sa propre bourgeoisie et ensuite de déchaîner la révolution sociale sur tout le Continent.

La France est aujourd'hui la citadelle de la réaction européenne. L'effondrement de son régime est la voie ouverte à la révolution prolétarienne de toute l'Europe. Comme jadis, le prolétariat français a la possibilité de jouer un rôle prépondérant dans le développement révolutionnaire de l'humanité ; mais il lui faut une volonté opiniâtre et un courage prêt à tous les sacrifices.

Moscou, le 15 mars 1922.

Professeur Eugène VARGA.

 Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, imprimeur.